4e Année, N° 53 - 1er Mars 1928

Prix : 1 fr. 50



La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe
Téléphone : Combat 08-02

La revue «LA VIE OUVRIERE» d'avant-guerre avait fait une œuvre de coopération intellectuelle ouvrière qui avait forcé l'attention de ses adversaires eux-mêmes. C'est cette œuvre qui est reprise, aujourd'hui, par notre petit groupe de « sauvages ».
(*Révolution Prolétarienne*, n° 1, janvier 1925.)

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

Etudes, Enquêtes, Monographies, Documents.

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Six mois............ 16 fr Un an............... 30 fr.

EXTÉRIEUR
Six mois. .... 22 fr Un an............... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : Pierre Monatte.
La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil *ou* Barat.
(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes.

Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales.

Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues **5 francs** et par des timbres vendus **1 franc.**

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : **30 francs.**

Reliés « Selflior » : **38 fr. 50** (franco **40 fr. 50**).



Reliez vous-mêmes "LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

« LE SELFLIOR »

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50
Franco .... **10 fr. 50**
Etranger .... **13 fr. 50**

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

Notre budget de 1927 et nos objectifs pour 1928

Nous sommes en retard pour présenter notre Plan de travail pour l'administration de la Révolution Prolétarienne ; il aurait dû venir immédiatement après le Plan pour la rédaction. Tous deux sont étroitement liés. Nous ne sommes pas de ces esprits immatériels qui méprisent — ou qui feignent de mépriser — les préoccupations terre à terre, les questions d'argent. Faire vivre financièrement la R. P., équilibrer son budget, n'est pas moins important à nos yeux que de la faire vivre intellectuellement. A quoi servirait d'écrire et d'imprimer si l'on ne se préoccupait de diffuser ? Combien de temps pourrions-nous continuer à écrire et à faire imprimer si nous n'étions pas en mesure de régler l'imprimeur ?

Dans une « coopérative intellectuelle ouvrière » telle que la R. P., nous avons le droit de compter sur l'effort de tous nos camarades aussi bien pour sa rédaction que pour son administration. Nous voudrions qu'on se repose moins, qu'on se repose de moins en moins sur le petit noyau central, qu'on ne lui laisse pas tout à faire, qu'on ne se contente pas de le regarder travailler ; il faut qu'on participe au travail, à tout le travail, qu'on aide avec son argent, avec son dévouement, comme avec sa pensée.

En regardant notre budget, de 1927, vous allez vous rendre compte combien cette collaboration de tous est nécessaire. Vous pourrez ensuite voir ce qu'il y a à faire pour chacun de vous au cours de l'année 1928.

Notre budget de 1927

Pas besoin, n'est-ce pas, de reproduire notre budget des années 1925 et 1926 ; on peut s'y reporter (N° du 15 juin 27). Etalons nos recettes et dépenses de l'année dernière.

RECETTES	
En caisse au 1er janvier 1927	2.324 70
Abonnements ordinaires	23.868 35
— de soutien	13.291 40
Vente au numéro	6.539 15
Souscriptions	3.952 05
Vente reliures « Selflior »	53 »
Total	50.028 65

DÉPENSES	
Frais d'impression et d'expédition	43.012 45
Frais de recouvrement, correspondance, journaux	3.042 95
Loyer, éclairage, téléphone	2.400 »
Achat reliures « Selflior »	524 90
Total	48.980 30

Total des recettes	50.028 65
Total des dépenses	48.980 30
Solde en caisse au 1er janvier 1928	1.048 35

Nous n'avons bouclé notre budget, on le voit, que grâce aux abonnements de soutien et aux souscriptions. Les premiers ont fourni 13.291 fr. 40, les autres 3.952 fr. 05, soit un total de 17.243 fr. 45.

Ces 17.243 fr. représentent en somme notre déficit de l'année.

Aurions-nous pu comprimer nos dépenses? Evidemment, non. Elles sont réduites à l'extrême limite. Les frais d'impression et d'expédition représentent 43.000 fr. sur un total de 49.000. Pas un sou de gaspillé. Pas la moindre rémunération pour le gros travail de rédaction et d'administration.

Sur un point cependant, nous devrions pouvoir réduire nos dépenses: sur nos frais de recouvrement par la poste ; ils atteignent environ 1.400 fr. Si nos abonnés prenaient l'habitude de renouveler eux-mêmes leur abonnement par le moyen économique du chèque postal, ils nous éviteraient des frais. Des frais et aussi du travail. Cette somme de 1.400 fr. comporte aussi les frais de recouvrement sur les « possibles », recouvrements dont la proportion d'impayés est toujours grande.

Les 524 francs d'achat de reliures « Selflior » représentent, à vrai dire, une simple avance. Nous avons été surpris en constatant que l'on nous avait aussi peu demandé cette reliure, pourtant commode, pratique et peu chère. Sans doute n'avons-nous pas assez insisté sur l'avantage qu'elle présente. Malgré le piètre résultat obtenu nous allons faire établir un certain nombre de « Selflors » pour 1928 adaptés à notre format plus large. Avis aux amateurs !

Comment équilibrer notre budget de 1928 ?

Nous avons commencé l'année 1928 avec une encaisse inférieure de mille francs à celle du 1er janvier 1927. Nous devons en outre prévoir que cette année encore notre chiffre total de dépenses s'accroîtra, comme il s'est accru normalement d'année en année : 25.954 fr. 50 en 1925; 35.722 fr. 40 en 1926; 48.980 fr. 30 en 1927.

Tenant compte de cet accroissement probable des dépenses, il faut que nous préparions un accroissement au moins correspondant des recettes.

Comment le pouvons-nous ?

Regardons nos divers chapitres de recettes l'un après l'autre.

Notre ambition, on le sait, nous l'avons souvent dit et nous le répéterons inlassablement, est d'asseoir la vie matérielle de la R. P. sur cette base solide ; équilibrer notre budget avec les abonnements ordinaires, rien qu'avec eux.

Les abonnements de soutien, les souscriptions, la vente au numéro elle-même devraient nous fournir les moyens d'améliorer et de développer la revue, de l'améliorer en recourant plus souvent aux clichés et aux photos; en donnant quand il est besoin huit pages de plus, en attendant de pouvoir porter le numéro à 24 pages, en assurant l'envoi de certains numéros à de nombreuses adresses.

Tant que nous joignons difficilement les deux bouts, tant que les « soutiens » sont indispensables pour boucher le trou, combler le déficit, nous n'avons pas le droit de nous aventurer dans des dépenses qui seraient pourtant utiles pour notre propagande et pour notre action. Mais nous avons le devoir de penser au moment où nous pourrons risquer ces dépenses, de travailler à ce que ce moment soit prochain.

Nous devons rechercher une augmentation de recettes non pas sur un seul point, mais sur tous les points à la fois, pousser les abonnements ordinaires, les abonnements de soutien, les souscriptions, la vente au numéro. Il faut que dans cette année 1928, par un effort d'ensemble, effort des camarades chargés de l'administration soutenu par l'effort de chacun de nos amis, nous arrivions à équilibrer notre budget avec les abonnements ordinaires et puissions passer à 24 pages.

Vers les 2.000 abonnés

Tablons pour 1928 sur un total de dépenses s'élevant à 60.000 francs. Pour y faire face, il nous faudrait, il nous suffirait de 2.000 abonnés ordinaires à 30 francs.

A fin novembre 1927, quand nous avons publié notre tableau des abonnés par département, nous étions à 871 abonnés (soutiens compris). Nous avons inscrit de nouveaux

abonnements, mais aussi des désabonnements, si bien que nous sommes à peu près au même point, à 895.

Il faut que nous donnions un sérieux coup d'épaule si nous voulons doubler, plus que doubler notre chiffre d'abonnés.

Est-ce possible?

Il suffit, pour en être convaincu, de regarder notre classement dans les départements les meilleurs: Paris, 292 ; Seine, 96 ; Seine-et-Oise, 55 ; Finistère, 32 ; Loire, 28 ; Rhône, 24 ; Alpes-Maritimes, 21 ; Algérie, 21 ; Gironde, 12 ; Indre, 12 ; Seine-Inférieure, 12 ; Vosges, 9 ; Ardèche, 8 ; Nord, 8 ; Seine-et-Marne, 8 ; Aisne, 7 ; Bouches-du-Rhône, 7 ; Haute-Vienne, 7 ; Meurthe-et-Moselle, 6 ; Oise, 6 ; Pas-de-Calais, 6 ; Bas-Rhin, 6 ; Gard, 5 ; Isère, 5 ; Jura, 5 ; Haute-Loire, 5 ; Puy-de-Dôme, 5 ; Basses-Pyrénées, 5 ; Haute-Savoie, 5 ; etc., etc.

Il n'est pas un de ces départements qui ne puisse doubler son chiffre actuel d'abonnés, même ceux comme le Finistère et la Loire, qui sont en avance des autres. Il suffit pour cela que tous nos camarades du Finistère fassent dans leur sphère ce que font dans la leur Cornec et Allot ; que ceux de la Loire ne se reposent pas de même sur Thévenon et Baldacci, qu'ils regardent autour d'eux, dans les diverses corporations, dans les centres voisins. Dans la Loire, par exemple, de gros centres ouvriers n'ont pas même été entamés.

Dans 25 départements, nous n'avions pas un seul abonné à fin novembre ; nous avons pris pied depuis dans quelques-uns. Mais la marge reste grande, le champ est vaste.

Disons-nous bien qu'il y a en France plus de 10.000 camarades susceptibles de s'abonner. Beaucoup d'entre eux ignorent même l'existence de la R. P. D'autres en ont entendu parler, mais n'en ont jamais eu un exemplaire entre les mains. Faire connaître la R. P., en faire circuler des numéros est la première tâche. Décider à s'abonner un certain nombre de ceux qui l'auront ainsi connue est la seconde tâche ; pour mener l'une et l'autre nous avons besoin de l'aide active et persévérante de tous ceux qui s'intéressent à la R. P. En travaillant pour elle, ils travaillent pour le mouvement.

Notre chiffre d'abonnés et notre tirage ne correspondent aucunement à l'importance du courant que nous exprimons. Nous avons cherché notre public parmi les secrétaires de syndicats. Soit qu'ils aient été gagnés par l'orthodoxie, soit qu'ils lisent peu, nous n'avons pas obtenu grands résultats. Même mécompte du côté des militants du parti, en raison du boycottage du centre, de l'esprit de fanatisme qu'on a instauré, en raison aussi de la paresse intellectuelle.

Sans dédaigner notre champ d'activité d'hier, nous devons regarder plus loin, derrière les barrières dressées autour de nous. D'abord rechercher ceux qui pensent comme nous ou à peu près comme nous, souvent sans le savoir ; ils sont nombreux dans la C. G. T. U., dans la C. G. T., chez les autonomes. Rien que dans cette catégorie, il y a plus de 2.000 abonnés certains. Restent les autres catégories : ceux qui, sans penser comme nous, sont obligés de constater que nous faisons un travail intéressant, nécessaire à suivre ; enfin ceux qui veulent s'informer sur le mouvement social.

Deux moyens s'offrent à nos amis pour amener des abonnés nouveaux: le carnet d'abonnements et la liste de « possibles ».

Bien que notre premier essai de carnets d'abonnements n'ait pas rendu beaucoup, nous croyons nécessaire de faire un nouvel essai. Il nous semble que si 200 ou 300 camarades voulaient se charger de taper autour d'eux, nous enregistrerions par ce canal pas mal d'abonnés nouveaux chaque mois. Ces 200 ou 300 camarades existent, mais ils dorment. Vont-ils se réveiller?

Il y a une autre zone d'abonnés à chercher, ceux qu'un camarade ne peut pas voir lui-même pour raison d'éloignement ou autre. C'est là que les listes d'abonnés « possibles » sont nécessaires à dresser. Nous devrions avoir une telle liste pour chaque département, pour chaque corporation à Paris. Un certain nombre de camarades nous en ont fourni depuis trois ans ; il nous en arrive quelques-unes encore de temps à autre. Nous voudrions, pour notre effort de 1928, que chacun nous dresse pour son département une nouvelle liste, aussi importante qu'il se peut, en tenant compte des diverses corporations, des grands centres ouvriers, des divers courants politiques. Quand nous regardons ce que nous possédons corporation par corporation, nous sommes obligés de dire que les meilleurs de nos amis sont bigrement repliés sur leur petit milieu, qu'ils ne se préoccupent pas suffisamment de ce qui se passe à côté d'eux dans les autres corporations, à plus forte raison à 20 ou 50 kilomètres dans leur département. Levez un peu les yeux. Cela vous sera utile. Et à la R. P. aussi, car vous serez à même de la fournir de « possibles » à qui nous ferons l'envoi des deux numéros d'un mois en leur demandant de s'abonner.

Si l'on veut nous aider, nous aurons vite fait d'atteindre les 2.000 abonnés qui sont nécessaires pour asseoir financièrement la R. P.

Les abonnements de soutien

Nous avons eu 73 abonnements de soutien en 1927 ; il doit être possible d'en avoir plus en 1928 ; chaque année le nombre des abonnés à 100 francs a grandi ; il grandira encore cette année, nous l'espérons.

Les 73 de 1927 se décomposent ainsi: 5 de grand soutien à 1.000 fr. ; 2 de 300 fr. ; 11 de 200 fr. ; 15 de 100 à 200 fr. ; 27 de 100 fr. ; 13 de 30 à 100 fr.

Nous aurons besoin d'eux cette année encore, pour combler notre déficit probable. Si par miracle la montée des abonnés ordinaires était rapide, nous ne ferons pas grâce aux « soutiens » ; nous ne serons pas embarrassés de leur argent. Nous savons d'avance à quoi l'employer ; il y a assez de temps que nous étouffons dans nos 16 pages, que nous souffrons de ne pouvoir faire un numéro de 24 ou 32 pages, que nous regrettons de ne pouvoir expédier tel numéro à tous les syndicats de France.

Même le jour où nous bouclerons notre budget, nous ne supprimerons pas les abonnements de soutien. Nous tenons à ce que ceux qui le peuvent fassent pour nos idées communes un effort supplémentaire. Celui qui n'a que son dévouement donne son dévouement, celui qui peut y aller de 100 francs doit donner ses 100 francs, celui qui a des sous n'a pas le droit de verser comme un simple ouvrier. En versant plus, il ne rompt pas l'égalité, il la rétablit seulement.

La vente au numéro

Si nous avions pu douter de l'utilité d'un bilan, nous n'en douterions plus après la constatation, — entre plusieurs, mais celle-ci nous a davantage surpris, — que nous avons faite des résultats de la vente au numéro.

Seulement 6.539 fr. 15.

C'est-à-dire 545 francs par mois, 272 fr. 50 par numéro. Cela représente la vente, le paiement à 1 fr. 10 avec la remise, de 250 exemplaires chaque quinzaine. C'est peu, fichtre!

L'explication? Nous n'avions pas une foule de dépositaires, mais dans le nombre beaucoup ne réglaient pas, en dépit des rappels. Il a fallu arrêter les envois.

Maintenant, il faut se mettre à l'œuvre pour trouver de nouveaux dépositaires, et des dépositaires qui règlent régulièrement tous les mois, tous les trois mois au moins.

Il nous faut des « multiples » et des dépositaires. Des « multiples », c'est-à-dire des camarades qui se chargent de placer dans leur usine, leurs assemblées syndicales, cinq, dix, vingt exemplaires aux camarades qui ne peuvent ou ne veulent débourser d'un coup le prix d'un abonnement. Des dépositaires, c'est-à-dire des libraires ou des kiosques à journaux qui acceptent d'afficher et de mettre en vente la R. P. Nous devrions en avoir au moins cinquante dans Paris, deux ou trois dans chaque quartier ouvrier ; autant en banlieue ; nous devrions en avoir dans chaque ville un peu importante de province. A nos camarades de nous les

trouver, de s'arranger pour le règlement chaque mois. C'est un moyen à ne pas négliger ; c'est ainsi que nous accrocherons des lecteurs inconnus et que nous toucherons des camarades qu'il serait difficile d'atteindre autrement.

Nous devons, en 1928, faire grimper la vente au numéro à mille exemplaires au moins.

Mettons-nous au travail

Porter notre chiffre d'abonnés à 2.000, celui des abonnés de soutien à 150, celui de la vente au numéro à 1.000, tels doivent être nos objectifs pour cette année.

Avouez que nous ne sommes pas ambitieux, et que nous devrions pouvoir faire mieux.

Faisons cela et nous n'aurons, les uns et les autres, pas perdu notre temps.

Mais pour y arriver, il faut que nous nous débarrassions d'une idée profondément fausse et d'un état d'esprit trop passif, trop spectateur.

L'idée fausse, c'est celle qui consiste à croire que nos débats de tendances doivent être réservés à un nombre restreint de camarades. Combien en connaissons-nous de militants amis qui, depuis des années, se refusent à troubler leur entourage avec les querelles de doctrines. Ils se figurent qu'en le faisant ils porteraient tort au mouvement. Mais ce qu'ils se refusent à faire, nos adversaires le font, ils saisissent cet entourage de toutes les querelles et le gagnent sans peine, puisque il n'y a pas résistance ou trop tardive. Et puis, l'entourage est légitimement froissé du manque de confiance que notre ami avait manifesté à son égard. Le malheureux s'entend dire : « Pourquoi nous cachais-tu ta pensée? Tu nous croyais donc incapables de comprendre? » Et ils croient, cette fois, avoir compris.

L'état d'esprit passif, spectateur dont nous devons nous débarrasser, c'est celui qui nous fait nous replier sur nous-mêmes, étudier pour nous, comprendre pour nous seuls, sans porter au dehors notre étude et notre compréhension des problèmes. Nous faisons de la culture en pot à fleur ; mettons-nous donc à faire de la culture en jardin, en attendant d'en faire en plein champ.

Que la Révolution Prolétarienne ne reste pas sur la planchette de quelques centaines de militants, qu'elle entre partout où quelqu'un se dit un militant syndicaliste, communiste, anarchiste ou socialiste. Le redressement du mouvement révolutionnaire français, disons-le bien haut, marchera de pair avec le développement de notre revue.

Parmi nos Lettres

Pelloutier et le Congrès de Londres

L'article de Louzon, du dernier numéro : « Un siècle de lutte de classe », nous a valu une intéressante lettre d'Augustin Hamon, l'ancien directeur de l'*Humanité Nouvelle*, le traducteur aujourd'hui du théâtre de Bernard Shaw. Il y rappelle notamment des faits demeurés ignorés, relatifs à la préparation du Congrès International de Londres de 1896, qui marqua la rupture à la fois entre les anarchistes et les socialistes et entre les éléments syndicaux et les éléments politiques.

Vous dites « Les seules exceptions notables sont Owen et Pelloutier ».

Ne faudrait-il pas y ajouter Errico Malatesta? Anarchiste communiste et syndicaliste, il a organisé des syndicats en Italie et en Espagne. Né dans la moyenne bourgeoisie, il abandonna les études médicales et vécut de son travail d'ouvrier électricien, quand les camarades ne pouvaient lui donner les modestes subsides qui lui permettaient de consacrer tout son temps à la propagande.

En parlant du fameux et violent Congrès de Londres en 1896, vous dites : « D'un côté... et de l'autre soutenus par les Anglais, les délégués des syndicats français et d'un parti syndicaliste : le parti allemaniste ».

Avec les délégués des syndicats et les allemanistes, il y avait aussi les blanquistes. Edouard Vaillant n'avait pas voulu se joindre à Millerand-Guesde-Jaurès.

A cette époque-là, j'étais très lié avec Fernand Pelloutier. Je le voyais quasi chaque jour depuis 1892. Il était devenu, sous mon influence, communiste-anarchiste après avoir été guesdiste à St-Nazaire-sur-Loire, d'où il venait quand il arriva à Paris. Comme vous le notez, il était d'origine bourgeoise, mais tout à fait de petite bourgeoisie, car son père était petit employé des postes.

Après maints entretiens, nous eûmes l'idée commune de lutter contre la Social-Démocratie au Congrès de Londres. C'est nous deux qui, dans ce but, à Paris, organisâmes la délégation syndicalo-anarchiste. Notre correspondant à Londres était mon ami Errico Malatesta. C'est lui qui entretint des rapports avec les milieux syndicaux anglais. Nous avions une correspondance très active ensemble. Malatesta et moi (mais Malatesta plus que moi) agissions aussi en Espagne et en Italie. Pour la Hollande, nous étions aidés par Christian Cornelissen.

A cette époque, le mouvement antisocial-démocrate était réellement d'origine anarchiste. Les délégués allemands qui étaient avec nous étaient des anarchistes, tel Landauer qui fut tué lors de la réaction contre la révolution de Kurt Eisner. Les Russes étaient divisés, mais la plupart social-démocrates. Les Anglais, en réalité, jouèrent un rôle très effacé. Ils nous soutinrent seulement de leurs votes et de quelques discours. Vous connaissez certainement le volume où j'ai relaté exactement l'histoire de ce Congrès fameux, qui marque une date de l'histoire du prolétariat. Mais dans ce volume, on ne pouvait faire figurer la préparation de la bataille. Les lignes précédentes vous donnent un aperçu de cette préparation qui fut, en résumé, l'œuvre de trois hommes : Augustin Hamon, Errico Malatesta, Fernand Pelloutier. (Je mets les noms par ordre alphabétique.)

***

A propos de la rationalisation

Voici quelques remarques de Moiny, les unes tout à fait judicieuses, les autres, l'une d'entre elles au moins partant d'une confusion entre l'introduction du machinisme et la rationalisation. Mais toutes méritent examen et discussion :

La R. P. va demander à quelques copains de parler de la rationalisation. Très bien. Je crois, pour ma part que les capitalistes français — et d'autres — ont réfléchi depuis quelques années aux contre-arguments donnés par les syndicats ouvriers. Quand ils ont dit sur tous les tons que la loi des huit heures allait saboter la production nationale et la mettre en mauvaise posture en face de la production étrangère — allemande et américaine, par exemple — le gros argument de la réplique ouvrière a été : le patronat français est routinier, il a du retard, ah ! que ne prend-il exemple sur son frère américain ou allemand ! C'est là qu'on voit une forte production et de faibles journées de travail, grâce au machinisme, à l'organisation !

Et les capitalistes français sont allés en Allemagne, aux Etats-Unis, et ils en sont revenus émerveillés. Comme les ouvriers français avaient raison ! Et en avant la rationalisation !

Nous ne pouvons guère maintenant protester contre le machinisme, la réorganisation, la standardisation, etc. Mais il faut parer à leurs méfaits : surproduction, engendreuse de chômage... et de guerres ; compression de personnel (encore le chômage et les bas salaires) ; abrutissement par le travail trop intensif, trop mécanique qui augmente les accidents, qui mène à l'alcoolisme et qui amène toutes sortes de troubles physiologiques.

La solution, c'est : et le contrôle ouvrier de certaines méthodes « rationalisatrices », et l'abaissement de la journée de travail.

Avec cette dernière, moins de surproduction, moins de chômage, plus de bien-être et de plus hauts salaires.

Dans le passé, quelques industries ont « rationalisé », mais bien peu ont fait profiter les ouvriers de ce « progrès ». Un cas cependant : l'introduction de la machine dans la composition typographique, parce qu'il y a eu organisation de la défense ouvrière : contrôle et diminution de la journée de travail.

Un vieux militant du Livre ne pourrait-il nous écrire quelque chose sur ce rappel du passé ?

Quelques lettres de Moscou Un camarade nous communique quelques extraits de lettres qu'il a reçues de Moscou :

Il y aurait eu grève à l'usine des machines agricoles de Liouberetsk sous le mot d'ordre les Soviets sans communistes.

Grève également à Moscou à l'usine des appareils de levage (avec l'appui de toute la cellule communiste) ainsi qu'à Kharkow pour le règlement de nouveaux tarifs.

...Le livre de Miglioli est édité par l'Internationale paysanne ; c'est un homme honnête mais désespérément poète ; il idéalise tout ; en outre il avait tout le temps en vue les paysans italiens, devant lesquels il voulait montrer la révolution sous un aspect attrayant ; en fin de compte il n'a pas habité les villages ; il a communiqué par interprètes.

***

Il est inutile que je te dise qu'ici on est comme en un cinématographe permanent. Chaque jour on apprend une nouvelle. Les eaux s'étaient quelque peu calmées depuis le dernier orage des oppositions, quand avant-hier on apprit que Vouyovitch avait reçu l'ordre de partir en exil, vers la mer Blanche dans les trois jours ; hier matin ils étaient sept à recevoir le même ordre, puis quinze, maintenant trente, parmi lesquels vingt sapronovistes. Ils y sont tous et Smilga, et Smirnov. Il y a en outre des arrestations, parmi lesquelles l'ex-épouse de Piatakov, lequel doit être compris parmi les exilés, auxquels il ne reste plus qu'à prendre la voie du Nord.

Je t'avais écrit que j'avais abandonné une usine parce que réellement je n'avais plus la force d'y continuer. Voici quelques détails en plus :

J'étais en chômage depuis trois mois, l'ambiance de la Bourse du Travail (Office de placement) m'étouffait ; les masses de chômeurs augmentent avec une progression impressionnante ; les locaux sont étroits ; les employés ne suffisent pas à la besogne ; les méthodes d'organisation sont le reflet de celles appliquées dans le pays, faites dirait-on, pour compliquer toutes choses ; l'esprit prédominant c'est la dépression sur toute la ligne : l'ouvrier sans l'orgueil de son travail, sans moyens de production est réduit à l'état de mendiant et même quand il proteste, il reste toujours inférieur à sa tâche sociale.

***

Peut-on rester au Parti après les déportations ? Un camarade belge, un ouvrier mineur, n'adresse une lettre vive mais amicale où il s'élève contre le point de vue que j'ai exprimé dans mon « Carnet » du 1er février.

En voici les parties essentielles :

Décidément, non, camarade Monatte, je ne puis laisser passer ton article « Debout contre l'infamie », de la R. P. du 1-2-28, sans te crier ce que j'en pense. Tu y dis que : « ... le parti, ce n'est pas la classe ouvrière..., que la mesure est comble..., que la place d'un communiste n'est plus dans les P. C. officiels..., à plus forte raison celle des révolutionnaires qui ne mettent pas le parti au-dessus de tout... »

Tu te trompes ! Peut-être en France, l'opportunisme dans le P. C. a-t-il accompli plus de besogne néfaste contre la cause, peut-être pour cela, l'indignation est-elle à son comble. Peut-être les ouvriers et intellectuels, moralement propres, éprouvent-ils un immense dégoût pour les actuels dirigeants du P. C. Je le crois aisément.

Mais les opportunistes ne sont-ils pas les mêmes dans le monde entier ! Ici, l'actuelle crise dans le Parti communiste belge nous met aux prises, plus que jamais, avec nos opportunistes, menteurs, hypocrites, lâches, flatteurs de l'I. C., falsificateurs de nos paroles et de nos écrits. Mais... devons-nous pour cela leur faciliter la besogne en les laissant seuls dans le P. C.?... Non, n'est-ce pas !

C'est nous qui avons raison, « pas seulement dans la question dite « question russe », mais sur toutes les questions pour lesquelles nous nous battons avec eux, tactique syndicale, tactique électorale, front unique, etc...

Sortir, former un nouveau parti, une IVe Internationale, oui, si nous sommes dégoûtés sentimentalement, si nous sommes révolutionnaires pour la « beauté de la cause », pour les fleurs et la poudre de riz ! Mais mille fois non, si nous comprenons qu'il y a encore à faire dans les P. C., que la besogne la plus juste, la plus dure aussi, est là, face aux ennemis, pour les en déloger. Mille fois non, si nous sommes au P. C. par nécessité ! Serait-ce vrai que l'histoire, les événements nous montrent la nécessité d'un nouveau parti, actuellement? Non ! Les ouvriers ne croient pas que le P. C. accomplit une besogne antirévolutionnaire. Ils ne comprendraient pas que nous en sortions, puisqu'ils sentent, instinctivement, que c'est nous qui avons raison.

Contre le courant thermidorien, oui ! Mais contre le courant de fuite aussi ! Ceux qui fuient actuellement deviendront une secte, oui, une secte, rien d'autre, car les vrais ouvriers révolutionnaires les délaisseront ! Veux-tu que nous te délaissions?

Je ne voudrais pas t'enlever ton courage et ton espoir dans la bataille qui se livre au sein du parti belge ; vous la menez avec plus d'ardeur et de cohésion que nous ne l'avons fait jadis. Sans doute parce que vous êtes plus attachés que nous à l'idée de parti. Probablement aussi parce que le mal qui ronge l'Internationale communiste et l'Etat ouvrier russe a fait des ravages plus visibles en quatre ans.

Vous ne voulez pas être des communistes domestiqués. Vous le prouvez. Mais vous rendez-vous bien compte qu'il n'y a pas de place pour des communistes non domestiqués dans l'Internationale et dans les partis ? Ou vous capitulerez ou vous serez chassés. L'Internationale est experte en l'art des manœuvres de parti. Regardez ce qui est advenu en Italie de Bordiga. Il avait derrière lui la grosse majorité du parti italien. On a dissocié cette majorté ; on a jeté l'influence de la Révolution russe dans la balance ; on a détaché de Bordiga quelques-uns de ses lieutenants. L'emprisonnement de Bordiga a rendu la besogne plus facile. Mais de toutes façons, le parti italien devait devenir ce qu'il est, un parti docile comme les autres.

Van Overstraten et toi, mon camarade, vous aurez le même sort. Le parti belge vous échappera. Vous en serez chassés comme trotskystes. Tous les opposants sont étiquetés trotskystes. « Se débarrasser du trotskysme, c'est la condition préalable pour continuer la bolchévisation de l'I. C. », lit-on dans la revue *L'Internationale Communiste* du 15 janvier.

Chacun de nous, quand il écrit, s'inspire plus particulièrement de la situation dans son pays. Il est bien sûr que je pensais surtout à la situation en France, mais je ne pensais pas qu'à elle.

En France, un grand nombre de révolutionnaires sont entrés au parti sans en adopter complètement l'idéologie. Beaucoup se lamentent sur la politique syndicale qui y est suivie. Mais cette politique qu'ils déplorent, ils s'y associent journellement ; par discipline, ils lui apportent leur aide. Vont-ils continuer longtemps ?

Je pensais surtout aux déportations. L'émotion a été profonde ; elle le reste ; mais par quels actes se traduit-elle ? Va-t-on accepter les déportations ? Va-t-on les oublier ? Va-t-on les regarder comme un banal incident de la lutte révolutionnaire ?

Dans leur dernier appel, les déportés gardent espoir dans l'Internationale, dans les partis qui la composent, dans les communistes de partout. Je ne partage pas cet espoir. Rien ne peut venir de l'intérieur des partis. Quiconque voudra parler sera vite bâillonné ou exclu. C'est du dehors, c'est la classe ouvrière, en dehors des partis communistes, qui manifestera sa réprobation. Je souhaiterais me tromper, mais tout indique que mes prévisions restent au-dessous de la réalité. Quand on voit comment un homme tel que Kreibich, le militant communiste tchécoslovaque, peut parler du suicide de Joffé, on mesure avec quelle rapidité sombrent militants et partis communistes.

Je le répète, les déportations viennent de porter le dernier coup aux partis et à l'Internationale communiste. — P. M.

UNE LUTTE DE CLASSE DE L'ARISTOCRATIE INDIGÈNE

L'INSURRECTION ALGÉRIENNE DE 1871

Les colonies sont très à la mode. Depuis l'échec de la Révolution allemande, la plupart des camarades sont convaincus qu'il est de leur devoir de consacrer « cinquarte pour cent de leurs efforts au travail colonial ». Malheureusement, le public français, aussi bien les prolétaires que les bourgeois, est terriblement ignorant de tout ce qui se rapporte aux colonies et la meilleure volonté des camarades n'aboutit, la plupart du temps, qu'au vote d'ordres du jour théoriques. Comme cela paraît quelque peu insuffisant, *La Révolution Prolétarienne* a eu l'idée de faire prendre à ses lecteurs un tout petit peu contact avec les réalités coloniales. Elle leur donne, aujourd'hui, un aperçu de la grande insurrection (1) qui secoua l'Algérie en 1871, l'année même de la Commune. Une étude sur le soulèvement de 1917 suivra peut-être.

Les premières hostilités

« Entre eux et nous, c'est une question de force ». Cet aphorisme est aussi vrai de colonisé à colonisateur que de prolétaire à bourgeois. La vraie cause de l'insurrection fut l'affaiblissement militaire de la France. Dès juillet 1870, toutes les troupes d'Algérie avaient été embarquées. Lorsqu'elles furent défaites et l'empereur prisonnier, l'insurrection exista virtuellement.

D'une part, les seigneurs, les caïds, les chefs de *soff* (2) se mettaient à acheter de la poudre et des chevaux, à fortifier les anciens *oppida*, les forteresses naturelles que la tradition avait consacrées. D'autre part, de tous côtés, surgissaient des *chertia* ou assemblées populaires de dix à douze membres, qui se donnaient pour tâche de « surveiller le caïd, infliger des amendes, saisir les biens des récalcitrants ou des dissidents à la cause commune, acheter des chevaux, des armes, des munitions, réformer les jugements du cadi et des commissions disciplinaires ». Même en des régions qui ne furent jamais insurgées, ces chertia agirent absolument comme si l'autorité française n'était plus là, allant, par exemple, jusqu'à prononcer et exécuter des condamnations à mort contre des voleurs. En certains endroits, des caïds, se sentant menacés par l'importance de ces chertia, ne s'insurgèrent et n'entraînèrent leurs tribus à la guerre que parce que c'était le seul moyen de retrouver leur autorité.

De plus, l'Algérie tout entière était soumise à la propagande très active de Mahieddine, le fils de l'ancien émir Abd el Kader. Il s'était transporté clandestinement à Nefta, dans le Sud Tunisien, et envoyait à tous les chefs, notables, personnages religieux et autres, des lettres dont voici un exemplaire :

Il n'y a de secours que de la part de Dieu. Celui qui implore l'assistance du Fort, du Dompteur, Mahieddine, fils de l'émir Abd el Kader, 1287.

Nous sommes venus ici avec l'intention de secourir la religion et de protéger le pays. Nous savons que vous désirez la guerre sainte. Dieu a anéanti nos ennemis, il ne leur reste plus ni territoire ni armée. Tenez-vous prêt pour le jour de notre arrivée au milieu de vous. Vous n'ignorez point que les prescriptions de Dieu sont que l'infirme seul peut s'abstenir de combattre : tout homme valide doit contribuer au Djehad, soit de sa personne, soit de ses biens. Préparez-vous donc à relever la religion. Le moment du départ est proche, et votre délivrance imminente. Soyez sur vos gardes. Salut!

Les ambitions du prince furent d'ailleurs déçues. Ses lettres ne servirent qu'à faire travailler les esprits, et beaucoup furent remises par leurs destinataires aux officiers des bureaux arabes. Il ne devait parvenir qu'à faire attaquer Tebessa le 9 mars et à s'avancer lui-même jusqu'à Négrine.

Ce n'étaient pas là les premières hostilités. Les premiers coups de fusil avaient été tirés dès le milieu de janvier dans la région de Souk Ahras. Elles avaient été provoquées par une mutinerie de spahis indigènes que le ministre de la guerre avait ordonné d'expédier en France, contrairement aux termes de leur engagement. Les spahis désertèrent au nombre d'une centaine et trouvèrent assez de sympathies dans la tribu noble et guerrière des Hanencha pour attaquer Souk Ahras. Ils l'assiégèrent du 23 au 28.

Cette affaire n'avait pas eu une grosse importance. Cependant elle avait été menée par une tribu jouissant d'un grand prestige et le caïd révoqué qui l'avait menée, très frappé par la prise de Paris, prêchait ouvertement l'insurrection.

Peu de jours après, le 14 février, une autre révolte éclatait dans le nord du département, à El Milia. Elle fut menée par la tribu des Ouled Aïdoun. Ces indigènes s'étaient soumis dès le début de la conquête, et avaient toujours été fidèles. Témoins de l'écrasement de la France et croyant son expulsion définitive imminente, ils eurent peur que leurs quarante années de compromission leur soient durement reprochées. Ils prirent donc les devants et voulurent être les premiers à débarrasser la terre d'Islam des « quelques moucherons oubliés à El Milia par les Français ».

L'insurrection

Toutes ces prises d'armes locales n'étaient que des symptômes, les premières rafales qui précèdent la tempête. L'insurrection proprement dite ne devait éclater que le 15 mars (trois jours avant la Commune de Paris!) par la révolte du bachagha Mokrani. Si Mokrani ne fut pas, en effet, la *cause* de l'insurrection, il en fut le héros, l'incarnation, à tel point que les indigènes appellent aujourd'hui encore cette malheureuse année 1871 « l'année de Mokrani ».

La famille Mokrani était de très haute noblesse. Elle régnait, avant l'arrivée des Français, sur la majeure partie de la province de Constantine. Ses chefs n'avaient jamais été des vaincus. Après être restés en état d'insoumission permanente sous les Turcs, ils

(1) La plupart des faits et des notes que nous apportons dans cet article sont empruntés à l'ouvrage publié en 1891 par M. Rinn, directeur des Affaires indigènes. C'est le *seul* travail d'ensemble existant sur la question !

(2) Soff : parti.

s'étaient soumis de leur plein gré aux autorités françaises : ils leur avaient offert, sans qu'elles eussent à combattre, des territoires, des sujets, des contribuables qu'elles n'étaient pas en état de conquérir de vive force. La France avait, en somme, traité avec eux de puissance à puissance (1). Moyennant la reconnaissance de sa suzeraineté, elle laissait aux Mokrani, comme à bien d'autres seigneurs, le gouvernement effectif de leur territoire.

Ceci se passait au moment de la conquête. Plus tard, quand la France fut mieux assise en Algérie, elle supporta mal l'importance de ces seigneurs indigènes ; elle ne se contenta plus de leur demander de combattre à son service, de payer un tribut annuel et d'assurer la paix ; elle entreprit de diminuer d'une façon lente, mais continue, leur puissance effective. On diminua le nombre de tribus qui leur étaient soumises, on leur interdit de lever des impôts, on limita le nombre de cavaliers de leur garde; bref, le but poursuivi était de réduire ces anciens seigneurs à n'être plus que des officiers de police judiciaire, des fonctionnaires comme les autres. Les Mokrani n'étaient plus les sultans de la Medjana ; le père de l'insurgé n'était plus que khalifat ; lui-même, El Hadj Mohamed Ben el Hadj Ahmed el Mokrani n'avait droit qu'au titre de bachagha.

C'était un homme très intelligent, très affable, très chevaleresque, plein de l'idéologie qui convient à un homme d'épée. Loyauté, courage, honneur et honneurs. Il souffrait naturellement des humiliations et des vexations continuelles dont il était l'objet ; mais que faire? Il était trop avisé pour se révolter tant que l'empereur était là et l'armée intacte ; de plus, il acceptait facilement d'obéir à des « hommes de race » comme le maréchal de Mac-Mahon. L'empereur tombé, la République proclamée, il sentit que sa situation allait devenir plus humiliante que jamais et songea à se retirer. Prenant connaissance des décrets du 24 septembre qui instituaient le gouvernement civil en Algérie, il répondit : « *Je veux bien obéir à un soldat ; je n'obéirai jamais à un juif, ni à un marchand.* »

Cependant, la France étant encore en guerre, il estima que ce serait une déloyauté de quitter son poste; il se contenta de ne plus se rendre à Bordj-Bou-Arréridj que sur des convocations expresses.

En janvier, le gouvernement de Bordeaux adressait aux indigènes une proclamation vaguement socialisante. Elle était signée de M. Crémieux. Cela seul, paraît-il, constituait un scandale. Un Juif, se permettre d'adresser une proclamation à des Musulmans! Un Juif leur parler comme chef d'Etat! Les plus modérés dirent : « La France n'est plus rien puisqu'un Juif la gouverne. » Quant au bachagha, il répondit par écrit : « Je n'obéirai jamais à un Juif. Si une partie de votre territoire est entre les mains d'un Juif, c'est fini. Je veux bien me mettre au-dessous d'un sabre, dût-il me trancher la tête, mais au-dessous d'un Juif, jamais! jamais! »

Sa situation allait devenir de plus en plus difficile. Les Européens de Sétif et de Bordj-Bou-Arréridj avaient si bien la hantise de l'insurrection qu'ils réclamaient chaque jour son arrestation et son exécution ; une dépêche *officielle* partie d'Aumale annonça même un jour que l'insurrection était un fait accompli. Le bachagha était si peu insurgé qu'il faisait presque chaque jour réparer les fils du télégraphe que la malveillance coupait sur son territoire. De même, il faisait rechercher et rendre à son propriétaire un troupeau volé à un colon français. L'ordre étant venu de Constantine de faire évacuer des chantiers de travaux publics dont il avait garanti la sécurité, il ne se laissa pas abattre par une nouvelle humiliation ; au contraire, comme l'argent manquait partout, que les ouvriers n'avaient pas été payés et risquaient de provoquer des désordres en rentrant en ville, il leur avança 1.500 fr. de ses propres deniers et leur fournit une escorte de mulets que personne ne paya. Pendant ce temps, le colonel Bonvalet, commandant à Constantine, était tellement persuadé de l'imminence de la révolte qu'il envoyait un officier du génie fortifier Bordj-Bou-Arréridj et prévenait la garnison qu'elle serait probablement attaquée le 2 mars, jour de l'Aïd-el-Kébir, grande fête musulmane.

Le colonel Bonvalet avait ainsi l'esprit faussé par la panique de la population européenne et par la fréquentation des Abdesselem, cousins, rivaux et ennemis mortels du bachagha. Celui-ci n'ignorait pas ces relations de Bonvalet et des Abdesselem ; il arriva à être persuadé, non sans apparence de raison, qu'on voulait le faire arrêter ou empoisonner. Le 27 février, il envoya sa démission au général Lallemand, chef qu'il avait toujours respecté et aimé. Il la renouvela le 9 mars. Cette démission alla du général Lallemand au colonel commandant la subdivision de Constantine, puis au « général administrateur » qui devait la transmettre au commissaire extraordinaire. Le désordre était à son comble dans le gouvernement de l'Algérie!

Finalement, après avoir gagné le plus de temps possible, le « général administrateur » qui était vraisemblablement un civil, écrivit au capitaine commandant le cercle de Bordj-Bou-Arréridj : « Dites au bachaga qu'il m'adresse directement sa démission, mais que, jusqu'à ce qu'elle soit acceptée par le gouvernement, nous le rendons responsable des désordres qui pourraient avoir lieu dans son commandement. »

Cette façon comminatoire de rappeler au bachagha qu'il ne relevait plus des chefs militaires auxquels il s'était adressé était bien faite pour l'irriter. Ce fut fini! Il manda près de lui ses parents et amis et leur déclara que le moment était venu de se révolter contre le « gouvernement des Juifs et des mercantis ».

Le début de la lutte

Il y eut à la Medjana dans la soirée du 14 mars, une réunion qui fut à la fois un conseil de famille et un conseil de guerre. Le bachagha exposa son plan. Il ne fallait pas penser, selon lui, à se débarrasser des Français! La paix était faite, des troupes allaient arriver et il y avait, parmi les Musulmans, beaucoup trop de chefs qui, pour conserver leurs positions, serviraient les Français. Il fallait réserver l'avenir, faire une manifestation armée assez longue pour forcer le gouverne-

(1) Le sentiment de leur ancienne puissance est encore net chez les derniers représentants de l'aristocratie indigène. Avant d'être exilé, l'émir Khaled, petit-fils d'Abd el Kader écrivait dans son journal : « La France doit se rappeler qu'elle n'est pas entrée en Algérie comme en Tunisie, musique en tête et drapeau déployé, et que si nous avons été vaincus, nous avons tout de même droit aux honneurs de la guerre ». A quoi un journal bourgeois répondait : « Les honneurs de la guerre! Ah ça! Est-ce que M. Khaled parle d'égal à égal avec la France? »

ment français, quel qu'il fût, à compter avec la puissance des grandes familles et à maintenir les Ouled Mokrani dans une situation élevée, à peu près indépendante et conforme à celle qu'avait pensé avoir le khalifat, son père, quand il s'était volontairement mis au service de la France. Dans cet ordre d'idées, le bachagha ne voulait ni massacres ni pillages inutiles. La première chose à faire, selon lui, était de ravager tout le pays tenu par les Ouled Abdesselem, ses rivaux. afin de montrer l'impuissance de ces gens-là et les perdre à jamais dans l'esprit des colons, en forçant tous les habitants des villages européens à se réfugier derrière les murs de Sétif. On ne chercherait pas à attaquer cette ville qui avait des murailles et des canons, mais on la bloquerait et on l'isolerait de Constantine, comme on bloquerait aussi et comme on isolerait Bordj-Bou-Arréridj. Lorsque les tribus voisines verraient les goums de la Medjana maîtres de toute la plaine, d'Aumale à Constantine, ce qui était faisable, l'insurrection s'étendrait forcément et quand les Français ne pourraient plus sortir des villes et y seraient bloqués, ils achèteraient, par des concessions, la neutralité des indigènes et l'alliance des familles dirigeantes.

Cet objectif était exclusivement politique. Il parut trop modeste ; l'idée de marcher d'abord vers Sétif fut combattue par bon nombre de gens qui avaient une confiance illimitée dans les capacités guerrières du bachagha. La première chose à faire, selon eux, était de prendre Bordj-Bou-Arréridj et d'anéantir cette petite garnison de mobiles qui n'étaient pas des soldats. Ce serait donc chose facile et cela ferait autrement de bruit que des razzias chez les Ouled Abdesselem. Ce dernier parti finit par l'emporter et l'attaque de Bordj fut résolue.

Le bachagha écrivit aussitôt au capitaine Olivier, commandant supérieur de Bordj-Bou-Arréridj, la lettre suivante :

J'ai reçu la lettre par laquelle vous me transmettez les instructions du général de Constantine qui a écrit que ma démission n'était pas acceptée et que je restais responsable des tribus placées sous mon commandement. Veuillez, je vous prie, lui faire connaître que monseigneur le maréchal de Mac Mahon avait accepté ma démission et que, si j'ai attendu jusqu'à aujourd'hui pour revendiquer ma liberté, c'est seulement en raison de la guerre soutenue par la France contre la Prusse. Aujourd'hui, la paix est faite et je suis délié de mes promesses. Veuillez l'informer qu'il ne saurait m'imposer aucune responsabilité pour les faits qui se commettent en raison de l'anarchie existante.

Vous connaissez la cause qui m'éloigne de vous ; je ne puis que vous répéter ce que vous savez déjà : je ne veux plus être l'agent du gouvernement civil. Je vous renvoie mon mandat de février ; j'ai refusé de le toucher et je ne veux plus, dans les circonstances où nous sommes, exercer l'emploi que j'occupais. Je m'apprête à vous combattre ; que chacun aujourd'hui prenne son fusil! Transmettez vite, je vous prie, à M. le Général Augerand, la lettre que je vous envoie à son adresse. Restez avec le bien, et que le salut de Dieu soit sur vous!

Ces lettres écrites, le bachagha fit couper le télégraphe que tant de fois il avait fait réparer depuis trois mois, puis il envoya des émissaires dans diverses directions.

Nous n'avons pas l'intention de raconter par le menu les faits militaires.

Le 16 mars au matin, le bachagha paraissait devant Bordj-Bou-Arréridj, et tout près de la ville, sans armes, dans un burnous d'une blancheur éclatante, passait en revue ses nombreux cavaliers. Cette imposante cérémonie avait immédiatement pour effet de provoquer la désertion des spahis indigènes de la garnison qui passèrent aux rebelles avec armes et bagages.

La ville était attaquée vers midi, entièrement occupée dans la nuit. La garnison et les civils s'étaient réfugiés dans le fort. Ils y restèrent pendant dix jours ; le 26 mars, une colonne de 2.000 hommes, dirigée par le colonel Bonvalet, vint les libérer.

Durant tout ce siège, la conduite chevaleresque du bachagha ne se démentit pas. C'est ainsi que, le 18 mars, il proposait au capitaine Olivier d'accomgner à Sétif, sous l'escorte d'un goum d'élite, dont il prendrait lui-même la direction, les colons, les femmes et les enfants enfermés dans le fort. Cette proposition était vraisemblablement sincère. En effet, lorsque, huit jours plus tard, le colonel Bonvalet fit évacuer la population du fort, le bachaga se garda d'attaquer le convoi; il se contenta de le suivre avec un goum beaucoup plus puissant, le protégeant contre les attaques possibles de rebelles isolés.

La révolte de l'élément démocratique

Mais le bachagha ne pouvait songer à rester isolé. Dès le début de l'insurrection, il s'était adressé aux autres seigneurs indigènes, aux autres *djouads*, comme lui lésés dans la puissance de leur classe. Il n'avait pas été suivi. Même son ami, le noble Ben Ali Cherif, personnage religieux jouissant d'une grande influence, l'avait abandonné. Force lui fut alors de surmonter sa répugnance et de solliciter l'alliance d'une puissance démocratique très importante, la Confédération religieuse des *Khouans*.

Cette organisation groupait près de 600.000 âmes ; ses adeptes en état de porter les armes, une centaine de mille hommes rompus à la discipline, étaient organisés en des sortes de sections ayant à leur tête des « moqaddem » ou chefs spirituels pouvant fort bien, à l'occasion, se transformer en chefs de guerre. Le chef nominal de l'organisation était une espèce de saint, le vieux Chikh el Haddad, surnommé le fils du forgeron ; il jouissait d'un prestige immense, mais il n'était qu'un jouet entre les mains du plus ambitieux de ses fils, le rusé Aziz. Celui-ci eut vite fait de persuader le vieillard que l'heure de la *guerre sainte* était venue.

Il ne s'agissait pas, en effet, comme pour Mokrani, de se battre pour la sauvegarde de privilèges nobiliaires. On était une association religieuse, il fallait des buts religieux. Mais on était aussi une association démocratique, il fallait des motifs démocratiques et matériels. Ceux-ci ne manquaient pas! Les paysans kabyles étaient affolés. Les journaux parlaient de donner des terres en masse aux Alsaciens-Lorrains dépossédés: d'autre part, le gouvernement ayant décidé, dès le début, d'apposer le séquestre sur tous les biens des tribus Mokrani, les Kabyles du Nord avaient la perspective de voir envahir leurs terres par cent mille fugitifs nus et affamés. De toutes façons, c'était la ruine, la fin de la propriété ; il fallait prendre les armes. Pour Dieu et pour la terre!

Le deuxième objectif était d'ailleurs, aux yeux de tous, de beaucoup le plus important : la proclamation par laquelle le vieux Chikh el Haddad proclamait le *Djehad*, ou guerre sainte, est remplie de considérations politiques. Quant à son fils Aziz, il l'a déclaré nette-

ment en Cour d'Assises : « Lorsqu'on est en insurrection, le djehad est un moyen d'action et je m'en suis servi... Le djehad et tous les titres qu'on m'a donnés d'émir des Musulmans, de défenseur de la religion, n'étaient que des procédés imposés par les circonstances. » Le djehad fut proclamé le 8 avril au matin, devant une foule immense, par le vieux Chikh el Haddad. L'enthousiasme fut extraordinaire. L'appel de cet octogénaire qui, depuis des années, n'était pas sorti de sa cellule de cénobite, fournissait au bachagha cent mille guerriers disciplinés, presque organisés, bien supérieurs à ses flambants cavaliers.

Dès lors, l'insurrection s'étendait des portes d'Alger (1) au méridien de Collo et de la mer au Sahara. Elle devait durer jusqu'en décembre. Presque toutes les villes importantes: Sétif, Bougie, Dra-el-Mizan, Tizi-Ouzou, Fort-National, Dellis, Palestro, Batna, Bordj-Bou-Arréridj, Touggourt, Ouargha furent attaquées ou prises. Pour venir à bout de cette formidable levée, il allait falloir neuf mois d'efforts, 86 000 hommes de troupes régulières (celles qui avaient fini d'écraser Paris!) et plus de trois cent quarante combats.

Quelques aspects de la lutte

Il est classique, dans la population européenne d'Algérie, de représenter ces neuf mois de lutte comme une succession d'atrocités commises par les indigènes. Il semble bien que la réalité objective soit bien différente. En fait, il y eut peu de victimes civiles européennes (très vraisemblablement *beaucoup moins* d'une centaine). Voici, d'ailleurs, ce qu'en dit M. Rinn, ancien directeur du Service central des Affaires indigènes d'Algérie :

Le djehad ou l'effort pour la foi est une guerre ayant comme les autres des usages et des lois humanitaires. Tous les moqaddem savaient qu'il est écrit dans les livres que les musulmans faisant le djehad doivent ne tuer que les combattants... respecter la parole donnée et les trèves consenties, éviter les cruautés... Les chefs indigènes, petits ou grands, laïques ou religieux s'efforcèrent de faire respecter ces principes. Ils n'y réussirent pas toujours, mais partout ou presque partout les colons ruraux furent prévenus avant d'être attaqués.

Pour les Français, ils agirent... comme pouvait le désirer M. Thiers. Les quelques officiers qui avaient des velléités d'indulgence, qui ne considéraient pas les indigènes comme des citoyens en rébellion et étaient prêts, selon la vieille tradition coloniale, à accepter le concours des chefs vaincus, reçurent l'ordre « d'agir en Algérie comme à Paris : on désarme et on juge. Les Kabyles ne doivent pas être mieux traités que les Français ».

Cette manière d'agir eut d'ailleurs le don de prolonger beaucoup les hostilités : bien des tribus qui se sentaient perdues et étaient désireuses de se soumettre furent ainsi rejetées dans une défensive désespérée.

Fait curieux : les éléments qui se montrèrent les moins cruels contre les révoltés, ce furent les professionnels, les militaires de l'armée d'Afrique et de l'administration des bureaux arabes. Un lieu commun démocratique était de les représenter comme des tortionnaires, d'ignobles satrapes ignorant les beautés des Droits de l'Homme. Les officiers de la métropole agirent plus brutalement et avec beaucoup moins de discernement. Quant aux éléments proprement démocratiques, aux miliciens, aux membres des comités révolutionnaires qui, après le 4 septembre, avaient éclos dans toutes les villes, leur arabophobie terrifiée, leur haine inconsciente et maladive de tout ce qui portait burnous se manifesta en des scènes de sauvagerie aveugle et affolée. Ainsi, le 4 mai, à Aïn-Yagout, à trente-six kilomètres de Batna, trente-deux indigènes de tribus fidèles, parents ou domestiques de spahis et goumiers au service de la France, passaient sans défense à proximité d'un camp de miliciens de Constantine. Ceux-ci leur courent sus, les trouvent porteurs de menus objets de provenance européenne (1), les arrêtent, les déshabillent, les enferment et, s'étant constitués en cour martiale, les condamnent à mort et les exécutent.

« Les malheureux indigènes, attachés deux à deux, tombèrent sous les balles de ces forcenés qui les achevèrent à coups de crosse et de baïonnette. Quatre réussirent à rompre leurs liens et à s'enfuir ; on les poursuivit en faisant sur eux un feu roulant qui, heureusement, ne leur fit que des blessures dont ils guérirent ».

Voici la fin du procès-verbal de la Cour martiale :

Après l'exposé des faits ci-dessus indiqués, le président ouvre la discussion à savoir si les accusés sont coupables oui ou non. A l'unanimité : *oui.*

Ce point acquis, la discussion s'ouvre pour savoir quelle sera la peine à appliquer. A l'unanimité : *on décide que les coupables seront passés par les armes. En foi de quoi ont signé..., etc...*

Oh ! ces touchantes unanimités !

Ce singulier procès-verbal néglige de mentionner non seulement les noms des indigènes déclarés coupables, mais encore le crime dont ils étaient accusés. Les juges fantaisistes, et assassins véritables, qui signèrent ce document, furent, un moment, sur le point d'être poursuivis. Finalement on les employa comme jurés dans le procès des insurgés.

Epilogue

« La répression fut terrible et, en bien des points, hors de proportion avec la culpabilité » (Rinn). Des tribus qui ne s'étaient soulevées que parce que nous n'étions plus là pour les protéger et qu'elles craignaient des représailles, furent frappées aussi durement que les insurgées de la première heure.

En vertu de l'imprécision qui caractérise la condition civile de l'indigène algérien, les vaincus furent frappés triplement : comme belligérants, comme indigènes algériens, comme Français.

Comme *belligérants vaincus,* ils se virent imposer une contribution de guerre de 36 millions de francs. Thiers était allé à l'école de Bismarck! Cette amende formidable s'étendit même à des régions comme l'Arnès et le Souf, où on n'avait pas tiré un coup de fusil et où toute l'insurrection consistait dans le fait que les indigènes s'étaient administrés eux-mêmes pendant que nous n'étions pas là.

Comme *indigènes algériens,* les révoltés furent frappés de « séquestre ». Le droit que conserve le gouverneur de l'Algérie d'apposer le séquestre sur les biens

---

(1) La région de Cherchell, à l'Ouest d'Alger, fut également insurgée.

(1) Un bonnet de femme, une blouse blanche, une musette.

de tribus ou de particuliers ne résulte d'aucune loi. C'est une coutume guerrière qui s'est conservée depuis la conquête. Il y a deux sortes de séquestre : l'individuel et le collectif. Le premier est la confiscation de la totalité des biens d'un individu ; le second la confiscation du cinquième des biens appartenant aux membres d'une collectivité. Les individus en vue, les « chefs », pour employer une expression à la mode, furent naturellement frappés du séquestre individuel. La « masse », les tribus, se virent confisquer le cinquième de leur avoir. Elles livrèrent ainsi 450.000 hectares de terre et 9 millions de francs.

Comme *Français*, enfin, les insurgés furent déférés aux tribunaux. Le parquet s'attacha à enlever à l'insurrection son caractère de mouvement de masse et à n'en faire qu'une série de crimes de droit commun. Les accusés, choisis au petit bonheur, ne furent donc pas inculpés de complot ou de rébellion, mais d'assassinat, de pillage ou d'incendie. Cela souleva leurs protestations indignées. Le bachagha Mokrani n'eut pas à subir cette humiliation.

Ainsi qu'il se le devait à lui-même et à sa classe, il était tombé en combattant, mortellement frappé le 5 mai par les balles du 4e zouaves. Son frère et successeur, Boumerzag, fut condamné à mort puis gracié. Les autres membres de la famille ou bien furent déportés, ou bien, après avoir été dépossédés, se réfugièrent en Tunisie.

Ainsi l' « ordre » était rétabli. Cette lutte de neuf mois, qui avait été en grande partie la lutte de classe de l'aristocratie indigène, se terminait par la défaite totale de cette aristocratie. Les Mokrani ayant disparu, les autres nobles n'offrirent plus, dès lors, de résistance aux réductions continuelle de puissance que leur imposait l'administration française.

L'aristocratie indigène algérienne a aujourd'hui cessé d'exister en tant que classe. Ceux de ses derniers représentants qui sont encore en fonctions sont des fonctionnaires comme les autres. Souvent ils ont des emplois tout à fait subalternes. Seule une petite décoration les distingue parfois de leurs collègues.

J. PÉRA.

Six mois de lock-out des terrassiers du Métro

La dure bataille que nous venons de livrer aux entrepreneurs du Métro de Paris mérite l'attention de tous les militants syndicalistes à quelque corporation et à quelque tendance qu'ils appartiennent. Les suggestions et les critiques que le Groupe de Défense syndicaliste des terrassiers m'a chargé d'apporter sont les leçons d'une lutte vécue, étant moi-même un lock-outé du boulevard Haussmann, et à ce titre, ces suggestions et ces critiques aideront chacun à tirer les conclusions de ce mouvement.

Une attaque patronale

Ce lock-out du Métro constitua une attaque patronale dirigée contre le Syndicat des Terrassiers de Seine et de Seine-et-Oise, adhérent à la C. G. T. U., contre sa force numérique, contre son influence, contre les améliorations obtenues par les terrassiers. Le Syndicat dispose auprès des terrassiers d'une influence aussi grande que celle que les militants lui ont connue avant la guerre ; il a pour ainsi dire conservé les us et coutumes de la vieille tradition syndicaliste qui fut sa force autrefois, et qui reste sa force aujourd'hui. Force numérique : le dernier rapport financier de l'Union de la région parisienne indique que 70.000 timbres furent pris par les terrassiers en 1927, malgré le lock-out. Force morale : la carte syndicale était de rigueur sur les chantiers et les entrepreneurs s'étaient vus dans l'obligation de reconnaître un délégué syndical par chantier et par équipe ; des revues de cartes étaient passées fréquemment sur le lieu même du travail.

Syndicat de masse, le Syndicat des Terrassiers était craint, respecté, et en même temps haï par les entrepreneurs à l'affût des circonstances qui leur permettraient de le démolir et de réduire son influence à néant, et en même temps de revenir sur les améliorations qu'ils avaient dû consentir :

1° Suppression de la fourniture des outils par les ouvriers ;

2° Une demi-heure pour le casse croûte prise sur les huit heures dans les chantiers souterrains ;

3° Six heures de nuit pour les travaux de pose de voie payées à raison de 47 fr. 77 ;

4° Carte syndicale obligatoire et reconnaissance des délégués de chantiers.

Les salaires moyens payés dans la région parisienne sont les suivants :

5.25 de l'heure pour les terrassiers ;

5.50 de l'heure pour les terrassiers mineurs ;

5.75 de l'heure pour les saboteurs des traverses de chemin de fer ;

Plus un supplément dit « taco » pour les travaux insalubres et les travaux dans l'eau.

Ces tarifs sont respectés par une quinzaine d'entreprises, non compris Darras qui a institué un système de primes. Les entrepreneurs qui firent le lock-out n'accordaient que 5 francs pour les terrassiers et 5 fr. 25 pour les terrassiers mineurs. C'est justement lorsque la revendication des 5.25 et des 5.50 fut posée sur les chantiers de ces entrepreneurs, chargés des travaux pour de nouvelles lignes du Métro, que le lock-out éclata. Dans l'idée des entrepreneurs, ce devait être le moyen de réduire le Syndicat, d'annihiler son influence, de lui faire perdre ses effectifs.

La naissance du lock-out

Le 28 juin, sur le chantier Lécluse (porte d'Italie), il est répondu à la demande d'augmentation par la fermeture du chantier. Voyant, après quelque temps, que les ouvriers congédiés ne regagnent pas le chantier, Lécluse fait appel aux briseurs de grève professionnels, aux équipes de Raynier et de Poublanc.

Les terrassiers du chantier Darras à proximité, organisent avec les lock-outés, la chasse aux briseurs de grève. Darras lock oute à son tour, puis Vaissaire, boulevard Saint-Germain, se solidarise, lui aussi, avec Lécluse.

Vers la mi-août, Lécluse continuant, avec le concours du Raynier de Douarnenez à recruter de la main-d'œuvre jaune dans les quatre coins de la France, main-d'œuvre de fortune, dont le « travail » était par avance couvert par l'indulgence de l'administration de la Ville de Paris, les compagnons terrassiers, pleins de colère, décident de descendre un après-midi, avenue d'Italie, pour tirer les oreilles aux « terrassiers » provocateurs de Raynier et de Poublanc. Quelques-uns eurent les côtes carressées, mais nous avons eu plutôt affaire à la famille de M. Chiappe, ces professionnels de la matraque, et ma foi, ce n'est pas de notre faute s'ils reçurent par la suite un blâme du ministre de l'Intérieur pour n'avoir ni prévu ni empêché notre manifestation, le service de mouchardarge ayant sûrement mal fonctionné.

Ce ne furent pas seulement les lock-outés de Lécluse, Darras et Vaissaire qui participère à cette action directe, mais aussi les terrassiers des chantiers Desplats et Lefèvre, qui, comme du reste bon nombre de camarades des autres grands chantiers de la région parisienne, abandonnèrent leur

travail cet après midi. Pour cette raison, le poste de jour de chez Desplats et Lefèvre fut lock-outé le lendemain, cependant que pendant cinq jours, les deux autres postes continuèrent le travail. Les lock-outés poussèrent à la roue pour que le bureau du Syndicat se décide à lancer à ceux qui étaient restés au travail le mot d'ordre de diminuer la production par solidarité avec les lock-outés.

A partir de ce moment, le lock-out devint général sur les chantiers du Métro.

La guerre d'usure

Les entrepreneurs étaient disposés à tenir le temps qu'il faudrait pour venir à bout du Syndicat ; ils constituèrent une Chambre syndicale des Entrepreneurs de Travaux souterrains. Plusieurs entrevues ne donnèrent aucun résultat ; les espoirs que la méthode des entrevues avait fait naître se changèrent en déceptions, et le mouvement se prolongea avec, chez nous autres, un sentiment assez bas.

Il était évident que le patronat entendait conduire ce lock-out comme une guerre d'usure, sachant bien qu'en fin de compte, dans la guerre d'usure, c'est lui qui doit avoir le dernier mot. Deux mois s'écoulèrent sans que la direction du mouvement apporte aux lock-outés une méthode de lutte qui leur permette de faire échec à la méthode patronale. Aucune action directe ne se faisait, ou presque, contre la main-d'œuvre jaune chaque jour plus nombreuse recrutée par les entrepreneurs. Coûte que coûte, il aurait fallu sortir du terain de la guerre d'usure sur lequel les entrepreneurs avaient placé le conflit.

Pouquoi n'a-t-on pas su, pourquoi n'a-t-on pas pu sortir de ce terrain? Telle est la question essentielle.

A la méthode des entrevues succéda la méthode de l'appel à l'opinion publique et au Conseil municipal. Les deux moyens ne doivent pas être rejetés, loin de moi cette pensée, mais de là à faire reposer sur eux tout le sort du mouvent, il y a de la marge.

Un grand battage se fit autour des malfaçons de la main-d'œuvre jaune, mais comme ils eurent le temps de recruter toute la main-d'œuvre qu'ils voulaient, les entrepreneurs eurent le temps de masquer les malfaçons et, après le battage, on en arriva à dire à la tribune du Conseil municipal que les malfaçons étaient superficielles (Déclaration de Gélis, *Bulletin Municipal* du 9 décembre).

Les espoirs que cette méthode indirecte avait fait naître furent également transformés en déceptions : l'opinion publique ne se remua pas, et à la majorité, le Conseil municipal décida de passer à l'ordre du jour, ce qui confirma bien ce que j'avais dit avec plusieurs copains, à savoir qu'il ne fallait pas espérer grand'chose des politiciens de l'Hôtel de Ville, quels qu'ils soient.

Le mouvement s'éternisa. Un bateau qui va à la dérive dont le pilote ne s'aperçoit qu'il en a perdu la maîtrise qu'au moment où le bateau fait eau... Après six mois de lock-out, nos dirigeants se sont aperçus que le mouvement allait à la débâcle. Sans faire de démagogie, je pense qu'ils auraient mieux fait de changer carrément de tactique de lutte deux mois après que le mouvement était commencé. Mais ils s'étaient engagés dans un chemin, et ils n'en démordirent pas, persistant dans l'affirmation de vaincre avec le canon de la solidarité jusqu'au jour où ils s'aperçurent qu'il n'y avait plus de munitions suffisantes pour charger le canon. Il était trop tard pour changer de tactique, et l'on dut se résigner à reprendre le travail sur les chantiers du Métro, dans des conditions inférieures à celles d'avant le lock-out.

Des fautes à ne pas renouveler

Si je fais cette critique essentielle à la direction du mouvement, ce n'est pas pour me poser en « éternel critiqueur », ni pour susciter les injures dont on me couvre, comme dans le dernier numéro du *Terrassier*, ce n'est pas non plus dans un esprit de tendance, c'est surtout pour que la critique serve pour l'avenir, c'est surtout pour que mes camarades de corporation comprennent que le vieil adage du syndicalisme : Hors de l'action directe, pas de salut : reste toujours vrai.

A côté de cette critique essentielle, il en est d'autres, accessoires, que la direction a méritées, et qu'il faut faire pour éviter que les faits se renouvellent.

Pourquoi, en premier lieu, le Comité de Lock-out ne fut-il formé que par des camarades appartenant à la même tendance? Je me suis souvent mordu la langue pour ne pas, au cours du mouvement, dénoncer le caractère sectaire de ce Comité constitué des secrétaires de l'Union, de la C. G. T. U., de la Fédération, de la 13e région, de deux cimentiers, de trois terrassiers et d'un mécanicien? A mon avis, il aurait fallu admettre dans la direction du mouvement des représentants de tous les courants d'opinion du syndicat : toutes les suggestions auraient ainsi pu se faire jour.

Je me suis aussi mordu la langue pour ne pas protester contre le fait que les lock-outés membres du Comité de lock-out recevaient par semaine une rétribution de 225 fr., alors que le simple lock-outé ne touchait que 105 francs. Il est tout de même déplorable d'avoir à protester contre un pareil fait, au sujet duquel l'assemblée générale n'a même pas été consultée ! On n'a pas senti qu'il y avait là un germe de division du mouvement.

En ce qui concerne la solidarité pécuniaire, avec quelle stupéfaction j'ai appris que de l'argent provenant de collectes faites sur les chantiers avait été refusé par le Comité de Lock-out sous le prétexte qu'il venait du S. U. B. Pourquoi un tel sectarisme? Portant moi-même une collecte faite à la Commission de la Ligue Syndicaliste, Dubreuil me refusa l'argent, et c'est seulement à la suite d'une intervention que je fis auprès de Kallenbrunner, secrétaire du Syndicat, que l'argent fut accepté. Encore ne fut-il pas mentionné dans la liste de souscriptions comme venant de la Ligue Syndicaliste cependant que les versements venant des cellules et des rayons du Parti Communiste étaient bien mentionnés comme tels.

Une dernière critique, qui s'adresse moins à la direction du mouvement qu'aux organismes centraux et au Parti Communiste. Vraiment on n'a pas fait ce qu'il fallait pour que la souscription en faveur des lock-outés atteigne son plein rendement. Les appels dans l'*Humanité* furent brusquement interrompus par la souscription électorale du Parti Communiste. Cependant j'estime que notre bataille avait plus d'importance révolutionnaire que la prochaine foire électorale.

La lutte doit se poursuivre dans les chantiers

Quelques faits montreront l'étendue de l'échec, qui n'est pas irréparable, que nous avons subi. Chez Lécluse, la carte syndicale de la rue de la Plaine, syndicat jaune, est de rigueur, au lieu de la carte rouge, d'avant le lock-out ; la demi-heure de casse-croûte est supprimée, le « cadrage » est imposé, ou la porte ; c'est le retour à l'abrutissement du compagnon.

La main-d'œuvre jaune recrutée pendant le lock-out reste sur les chantiers. Les militants actifs ne sont pas embauchés. Sur certains chantiers, la revue de cartes est impossible le délégué syndical n'existe plus.

Mais le Syndicat n'est pour ainsi dire pas atteint dans sa force numérique et son influence morale, un moment diminuée, aura tôt fait de redevenir puissante, plus puissante encore qu'avant le lock-out, si nous sommes capables de trouver et d'appliquer des méthodes de lutte plus en rapport avec la situation, et si nous savons conserver à notre mouvement le caractère d'indépendance syndicale et la tradition d'action directe qui ont toujours fait notre force.

En conclusion, il nous faut condamner le principe de la guerre d'usure avec les entrepreneurs, renoncer à la mise à l'index des chantiers qu'après les exemples des chantiers Billard Marchand, porte de Saint-Cloud, en 1921, et du chantier Blin, quai de l'Hôtel-de-Ville, en 1923, tous les militants des terrassiers avaient condamnée, car elle permet au patron l'introduction de la main-d'œuvre Raynier-Poublanc. Notre place est sur les chantiers. C'est là que la lutte doit se poursuivre.

F. Le Goff.

L'AFFAIRE OURDIA

Le Parquet d'Alger s'accorde un non-lieu

Il fallait s'y attendre. Effrayé par le jugement du tribunal civil refusant de lui accorder sans enquête la déchéance de l'autorité paternelle de la mère d'Ourdia, le Parquet d'Alger a brusqué les choses.

Le jugement du tribunal civil est du 28 janvier ; le 9 février, l'instruction ouverte à la suite de la constitution de partie civile de la tante et de la mère d'Ourdia était close, et un non-lieu rendu en faveur de Baille, après qu'on eut refusé à l'avocat de la partie civile les auditions de témoins et les confrontations qu'il réclamait (1).

Il fallait en effet se hâter, car si, après l'enquête qu'il a ordonnée, le Tribunal civil refuse définitivement de commettre la forfaiture qu'on lui demande, s'il refuse de prononcer la déchéance de l'autorité paternelle, il faudra bien alors rendre l'enfant à sa mère, et alors il est fort à craindre que ce jour là, l'enfant, revenue au sein de sa famille, ne se contentera plus de réciter au juge les leçons apprises par Baille et les « bonnes sœurs » de l'Assistance, mais qu'elle dira toute la vérité : elle racontera par quelles manœuvres sa voisine, la prostituée Mimi, maîtresse de Baille, a accompli auprès d'elle son métier de proxénète, elle racontera ce qui se passa exactement entre elle et le ménage Baille.

Alors le crime du Parquet d'Alger autorisant en violation de la loi, un ménage de « moralité fort sujette à caution » (selon l'expression d'un rapport de ceux mêmes qui sont chargés de renseigner le Parquet) à garder un enfant soustrait à ses parents, ce crime apparaîtra encore plus monstrueux. Et il n'y aurait plus moyen de sauver Baille, et ses complices, les Procureurs d'Alger, si on ne pouvait à ce moment opposer aux victimes « l'autorité de la chose jugée » ! Voilà pourquoi, avant même que ne soit commencée l'enquête du juge de paix prescrite par le Tribunal civil, on a rendu le non-lieu : non-lieu à l'égard de Baille, et... non-lieu à l'égard du Parquet.

Mais il y a une chose avec laquelle ces Messieurs du Parquet n'avaient pas compté : le non-lieu a fouetté les énergies. Un Comité de défense a été constitué à Alger.

Ce Comité fait des affiches, des meetings, publie des brochures. Une souscription est ouverte pour couvrir les frais. D'autre part, opposition a été faite devant la Chambre des Mises en Accusation contre le non-lieu du juge d'instruction. Ainsi, sous toutes les formes, l'action se poursuivra, jusqu'à ce que justice soit rendue, rendue non seulement contre Baille, mais contre les plus grands coupables : les magistrats du Parquet d'Alger.

R. L.

---

(1) D'après le non-lieu Baille ne serait pas coupable d'avoir enlevé l'enfant à ses parents, parce que cette dernière est, paraît-il, encore vierge, et que, une fois dénoncé par la tante comme l'auteur du rapt, Baille avoua son forfait, ce qui démontre qu'il n'avait pas d'intention criminelle ! Ainsi enlèvement de mineure et viol seraient synonymes pour le Parquet d'Alger ! Ainsi, pour le Parquet d'Alger, il suffit à un criminel d'avouer et de prétendre avoir agi « dans l'intérêt de sa victime » pour se mettre à l'abri de poursuites !

Un détail qui a son importance : le crime de Baille est exactement celui qui est déterminé par l'art. 356 du Code Pénal, article sur lequel était basée la requête de la partie civile. Or, le non-lieu ne dit pas un mot de l'art. 356 ; il invoque seulement l'art. 354 ; c'est l'aveu par le juge lui-même, que Baille a bien commis le crime prévu à l'art. 356.

LA PETITE HISTOIRE

Réponses à la " Vie Ouvrière "

Notre petite histoire « Après une séance de boxe » a provoqué à la *Vie Ouvrière* une explosion d'échos et de déclarations. Peut être serait-il utile de profiter de l'occasion pour montrer une fois de plus que Monmousseau est brouillé avec la vérité. Bornons-nous cependant, aujourd'hui à donner deux réponses plus intéressantes que tout ce que nous pourrions dire.

D'abord une lettre adressée à Chantesais, dès la lecture de la *V. O.*, par le camarade Sarah Menant :

Bravo Léon !

Enfin, vous osez parler franchement, sans détour. Jusqu'ici vous n'osiez pas manifester dans un certain sens — celui de l'Opposition — vous avez attendu que Trotsky et ses compagnons de lutte soient déportés pour prendre position de l'autre côté. — Cela vous juge !

Quand dites-vous la vérité ?

Est-ce lorsque vous dites : « Je déclare donc que je suis en désaccord avec les diverses oppositions et leur critique de la Révolution Russe » — ou bien quand vous nous écriviez, quand vous nous disiez que vous étiez un oppositionnel de la première heure ?

Nous n'avons pas été vous chercher.

Nous n'avons pas eu tort.

Aucune explication ne peut justifier ca que vous venez de faire. Trotsky et ses amis ont risqué plus que vous ne pouviez risquer.

Votre attitude n'a qu'un nom : celle d'un lâche !

Et maintenant une déclaration du Bureau du Cercle Marx et Lénine :

Dans une note publiée par la Vie Ouvrière *du 17 février, le citoyen Chantesais, en réponse à un écho paru dans la dernière R.P. prétend qu'il est absolument faux qu'il se soit prononcé pour l'Opposition.*

Il ajoute, évidemment pour nous « qu'il ne saurait être davantage avec ceux qui, par leurs affiches, alimentent le scepticisme du premier passant venu ».

Mais alors, comment expliquer que le citoyen Chantesais, quelques jours après notre affiche, soit venu nous trouver, prêt à partager nos conceptions et appuyer cela en nous donnant de l'argent, des timbres, des adresses, des renseignements?

Pourquoi nous a-t-il dit, par exemple, que la V.O., grâce à son actuelle politique, était passée de 8.000 à 5.000 abonnés ?

C'est là une énigme ou plutôt une illustration de plus de la crise d'immoralité qui depuis 1924 sévit dans le mouvement ouvrier.

L'invention du " trotskysme "

Contre le Courant vient de raconter comment et par qui fut inventé le « trotskysme ». Cette « petite histoire », qui mérite d'être épinglée ici, est tirée du procès-verbal d'une conversation tenue en 1926, procès-verbal dressé avec les signatures de Trotsky, Préobrajensky, Piatakov et Radek qui avaient pris part à la conversation.

Le camarade Lachevitch y malmenait deux militants de Leningrad qui évoquaient le « trotskysme », et, rompant les chiens, il leur déclara ; « Pourquoi imputez-vous une faute à quelqu'un qui ne l'a nullement commise? C'est *nous-mêmes* qui avons inventé ce « trotskysme » pour lutter contre Trotsky ».

Et Zinoviev d'ajouter sans vergogne : « C'était la lutte pour le pouvoir. Tout l'art consistait à pouvoir coordonner les nouvelles divergences avec les anciennes. »

Notes Économiques

Partout, victoire de l'Amérique sur l'Angleterre !

Dans sa marche foudroyante vers la domination économique mondiale, le capitalisme américain vient de remporter toute une série de victoires contre la seule puissance européenne qui aurait pu tenter de lui résister : l'Angleterre.

La lutte s'est passée à propos des matières premières. Avoir le contrôle des matières premières est chose vitale pour le capitalisme d'un pays. Le maître d'une matière première tient à sa merci, dans tous les pays, toutes les industries qui utilisent cette matière première.

Caoutchouc, étain, cuivre, sucre, telles sont les quatre grandes matières premières pour lesquelles l'Amérique a livré bataille contre l'Angleterre durant ces dernières années, et pour lesquelles aujourd'hui elle vient de vaincre.

Je ne parle pas du pétrole, dont la bataille est encore en cours.

Le caoutchouc et l'étain sont à peu près les deux seules grandes matières premières pour lesquelles l'Angleterre, ou plutôt l'Empire britannique, est le grand producteur mondial. Les deux tiers environ du caoutchouc produit dans le monde viennent des colonies anglaises de Malaisie et de Ceylan ; la moitié de l'étain provient des colonies anglaises de Malaisie et de Nigeria. De ces deux matières premières les Etats-Unis sont le principal consommateur, à cause, pour le caoutchouc, de leur grand nombre d'autos, à cause, pour l'étain, de leur énorme production pétrolière et de leurs grande industrie des conserves, deux industries qui exigent des récipients de fer-blanc (c'est-à-dire de fer et d'étain).

Profitant de leur monopole, les capitalistes britanniques étaient parvenus en 1925 à faire monter les prix du caoutchouc à 4 sh. 4 la livre, et quelque temps après, le prix de l'étain à 320 livres la tonne. Aujourd'hui, le caoutchouc vaut 1 sh. 3 et l'étain 230 livres.

Par rapport aux prix de 1925, cela représente pour les capitalistes britanniques du caoutchouc, qui produisent quelque 400.000 tonnes par an, 120 millions de livres de moins à toucher chaque année, soit dans les 15 *milliards de francs*. Une paille ! Pour l'étain, dont la production britannique est d'environ 60.000 tonnes, la diminution est bien moindre ; elle est loin cependant d'être négligeable : elle atteint environ un demi-milliard de francs. Soit donc au total 15 milliards et demi que les Anglais n'empochent pas, et qui, autrement auraient dû, pour la plus grande part, être payés par les Américains.

A quoi est due cette baisse? Uniquement à l'action délibérée des Etats-Unis.

En opposant coalition à coalition, en supprimant par la formation d'un syndicat d'acheteurs la concurrence que se faisaient les acheteurs américains entre eux, et surtout en se débrouillant techniquement au moyen de la fabrication en grand du caoutchouc « régénéré » et de l'étain régénéré, c'est-à-dire la récupération des vieux pneus et des vieilles boîtes de fer-blanc pour en refaire du caoutchouc neuf et de l'étain neuf, le capitalisme américain est parvenu à empêcher le capitalisme britannique de jouir, malgré son monopole de prix de monopole.

Mais bien plus, en ce qui concerne le caoutchouc tout au moins, le succès américain est tel que l'Anglais vient de jeter bas ses armes, espérant par là, au moins, attendrir son vainqueur. En effet, afin d'assurer un haut prix au caoutchouc, c'était l'Etat anglais lui-même qui avait institué la restriction de la production caoutchoutière. En vertu du « plan Stevenson », en fonctionnement depuis cinq ans, il ne pouvait sortir légalement de Malaisie et de Ceylan qu'une quantité limitée de caoutchouc, variable selon le prix du caoutchouc : quand ce prix baissait, la quantité autorisée à sortir était diminuée, et inversement.

Contre ce plan, les Etats-Unis n'avaient cessé de protester. Or le mois dernier, le Gouvernement anglais a annoncé officiellement qu'il envisageait son abrogation. Ce qui n'empêche pas le syndicat des acheteurs américains, lui, de subsister. Il vient même de recevoir ces jours derniers sa consécration légale par le vote au Parlement américain de la « loi Newton » qui l'autorise officiellement ; ainsi l'Amérique continuera à ne présenter qu'un seul acheteur, alors que les caoutchoutiers anglais, ayant désormais toute latitude pour surproduire, se disputeront pour placer à tout prix leur marchandise. C'est le désastre !

Cela, c'est la défensive. Mais, en même temps que celle-ci, l'Amérique procédait à une offensive avec les produits dont elle est au contraire, elle, la grande productrice.

L'Amérique (Etats-Unis et Chili, les mines de ce dernier pays appartenant aux capitalistes des Etats-Unis) produit plus de la moitié du cuivre mondial. La plus grosse partie de cette production est consommée par l'Amérique elle-même, où l'industrie électrique est, on le sait, très développée. Il reste cependant un excédent de quelques centaines de milliers de tonnes à vendre à l'extérieur. C'est là une quantité fort importante, mais qui ne suffirait cependant pas à assurer, à elle seule, la maîtrise du marché mondial. Pour s'assurer cette maîtrise, il fallait que le capitalisme américain s'entende avec quelques autres gros producteurs de cuivre, et notamment avec ceux du Congo belge, les plus gros producteurs après eux. Cette entente, ils la réalisèrent il y a deux ans, alors que caoutchouc et étain anglais atteignaient leurs cours records pendant que le pauvre cuivre américain se traînait péniblement autour du cours d'avant-guerre. Après deux ans d'efforts, l'entente des producteurs de cuivre est maintenant complètement maîtresse du marché. Non seulement le cours du cuivre est passé ces temps derniers de 55 livres à 60 livres, mais, chose plus importante, Londres, qui jusqu'alors était le grand marché du cuivre, Londres où les mines du monde entier envoyaient leur cuivre pour y être vendu, où les acheteurs du monde entier venaient faire leur approvisionnement Londres a dû céder la place à New-York. Londres n'a plus de cuivre. Et, ainsi, l'une des plus importantes et des plus vieilles sources de profit de la bourgeoisie britannique, celle qui consistait à faire « l'intermédiaire », cette fonction traditionnelle de la « Cité » londonienne est tarie pour une part importante.

Frapper à la caisse, c'est bien ! Frapper au ventre, c'est mieux ! L'Angleterre est le pays où la consommation de sucre par habitant est la plus élevée ; le sucre, sous ses multiples formes, depuis la confiture jusqu'au thé sucré, est, pour ainsi dire l'aliment fondamental de l'Anglais. Or l'Angleterre ne produit pas de sucre, et ses colonies n'en produisent qu'assez peu. En dehors des îles Hawaï, qui ne fournissent que les pays riverains du Pacifique, les grands exportateurs de sucre sont Cuba et Java pour le sucre de canne, l'Europe Centrale pour le sucre de betterave.

Or Cuba, qui depuis la guerre hispano-américaine est en fait une colonie des Etats-Unis, a pris ces temps derniers l'initiative d'une entente entre tous les pays producteurs de sucre pour arriver à une limitation concertée de la production et par suite une hausse des prix. Cette entente semble en très bonne voie. On a déjà annoncé l'adhésion de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, de la Belgique, de la Hongrie et de Saint-Domingue. Il ne reste plus guère à apporter son adhésion que Java. De cet accord, ce sont les Anglais surtout, puisque gros consommateurs et non producteurs, qui feront les frais.

Ainsi échec total de l'Angleterre dans ses tentatives de tirer parti de ses monopoles ; réussite complète de l'Amérique pour tirer parti des siens. Jusques à quand l'Angleterre encaissera-t-elle ainsi les défaites économiques sans chercher à y remédier par une victoire militaire, comme elle l'a fait en 1914 avec l'Allemagne?

R. LOUZON.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Cherchez autre chose, Morel

A la sortie d'une conférence récente à Saint-Etienne, Eugène Morel, le rédacteur du *Peuple*, faisait la leçon à notre ami Thévenon et lui servait un tas de petites histoires :

« Lisez le compte-rendu du congrès du Havre et vous y verrez l'opposition à tendance réformiste faite alors par Monatte à Jouhaux.

» Apprenez que si la guerre n'était pas venue, Monatte lui-même aurait entraîné la C.G.T. dans la voie où elle est aujourd'hui.

» Vous ne connaissez pas Monatte ; Merrheim, qui le connaissait bien, n'avait plus, à la fin de sa vie, que du mépris pour lui. D'ailleurs, il a été bien mouché à Bullier et n'a pas répondu. »

J'ai conseillé depuis à Thevenon, et je conseille aux camarades de Saint Etienne de feuilleter le compte-rendu du Congrès confédéral du Havre de 1912. Ils n'y verront pas d'intervention de moi. Je n'ai jamais eu beaucoup d'entrain pour monter à une tribune. Il a fallu la guerre et la disparition de tous les anciens pour me faire violence. Avant je pouvais facilement suivre un congrès pendant une semaine sans éprouver le besoin de dire plus mal ce que d'autres pouvaient mieux dire.

Morel a-t-il voulu parler du compte-rendu que j'ai publié dans la *Vie Ouvrière* d'alors ? En ce cas, consultez la collection, camarades de Saint Etienne, elle doit être à la bibliothèque de votre Bourse du Travail. Vous y verrez, en effet, une critique adressée à Jouhaux.

Peu avant le Congrès du Havre, cinq militants syndicalistes, dont Jouhaux, avaient publié un manifeste contenant quelques phrases obscures sur l'antipatriotisme.

Si vous visez, non pas l'antipatriotisme d'Hervé, mais l'antipatriotisme tout court, nous ne sommes pas d'accord, leur disais-je ; pour moi, l'antimilitarisme ouvrier, l'organisation internationale des travailleurs et l'antipatriotisme ne font qu'un.

C'est ça mon opposition de tendance réformiste à Jouhaux ?

Il est exact qu'en 1912 déjà, il y avait un désaccord entre Jouhaux et nous ; nous, c'est-à-dire à peu près tout le Conseil d'administration de la *Bataille syndicaliste*, désaccord qui était né à cause de la *Bataille* précisément. C'est une histoire que je raconterai un jour, quand je déviderai mes souvenirs. On rigolera.

Si la guerre n'était pas arrivée, j'aurais entraîné la C.G.T. dans la voie où elle est maintenant. Diable ! Je ne croyais pas avoir disposé d'une telle influence avant-guerre. Et je ne l'avais pas. Mais le peu que j'avais s'opposait au glissement de la C.G.T. que les initiés sentaient fort bien et qui s'est traduit, lors de l'épreuve de 1914, par une capitulation complète devant l'ennemi capitaliste.

Morel a-t-il voulu faire allusion à certaines déclarations de Merrheim à un Comité confédéral ? Déclarations que Merrheim, qui avait la phobie des braillards, en quoi il n'avait pas tout à fait tort, était excité à faire par Lenoir. Le sort a voulu, et cela explique certaines choses d'aujourd'hui, que lorsque Lenoir tirait Merrheim dans un sens, je me trouvais là pour le tirer dans le sens contraire. Je n'en tire pas vanité ; nous en sommes tous là ; nos amis réagissent sur nous et nous réagissons sur eux. Et nous étions Merrheim et moi mieux que des amis, deux frères.

J'ai brisé cette amitié en 1919, à ma démobilisation, quand j'ai vu que Merrheim était bien perdu pour nous, ainsi que me l'écrivait depuis des mois Dumoulin sans que je puisse le croire. Cela m'a coûté. Je sais que cela a coûté aussi à Merrheim. Je puis dire que ni sous ma plume, ni dans ma bouche, jamais on n'a trouvé une injure contre Merrheim. Sous sa plume, il n'en a pas été de même, je le sais. Un article de lui paru dans le *Peuple*, le matin même des matraques de Lille aurait mérité une réponse. En le lisant, je m'étais promis de la faire. Et je l'aurais faite sur un ton différent, avec des faits et des arguments qui auraient suffi. Mais l'après-midi survenaient au Congrès les incidents violents dont on se souvient. Je pensai à toute autre chose qu'à répondre à cet article de Merrheim.

Cet article non écrit en 1921, je m'étais promis de le faire après Bullier, en réponse à Lenoir et à Labe. Mais du fond de la salle où je me trouvais, je n'avais pas entendu grand'chose du discours de Lenoir. La sténographie du Congrès allait paraître dans les quinze jours. Elle a attendu des mois. Je n'ai même pas encore eu le temps de la lire. Soyez tranquille, Morel, je la lirai. Il ne me sera pas difficile de répondre. J'ai sous la main de quoi le faire.

D'après Lenoir, j'aurais été le mauvais conseiller de Merrheim. J'en pense exactement autant de lui. Et avec un peu plus de raison. Je serais responsable de sa mort. L'ébranlement de santé de Merrheim date de l'après-midi des matraques de Lille. Que les organisateurs des matraques prennent sur eux cette responsabilité supplémentaire.

Pierre MONATTE.

Le droit syndical chez Renault

Le mercredi 15 février, à la sortie de l'atelier, un garde m'attendait à la pendule, mon carton à la main.

— C'est vous, 360? — Oui. — Venez avec moi, le chef des pointeaux vous demande.

Je suis donc mon garde et nous arrivons chez le chef des... pointeaux.

— C'est bien vous, monsieur Mahouy?

— Oui.

— Ah! c'est vous, Mahouy? Mais tout le monde vous connaît; moi aussi, je vous connais. Ainsi, depuis un mois que vous êtes ici, je sais tout ce que vous faites, je vous fais suivre partout, je sais qui vous fréquentez. Tout ce que vous faites, je le sais. Voyez que je vous connais. Vous ne me connaissez pas, vous?

— En effet, nous faisons connaissance.

— Oui, je sais; vous êtes de l'opposition syndicale et vous parlez dans les congrères avec votre ami Roumergue (!); vous assistiez aussi, à la dernière réunion de la section syndicale, avec votre ami Lénard. Et, la semaine dernière, vous avez été dans l'atelier qui est en face du vôtre. Qu'est-ce que vous alliez y faire? Vous êtes venu ici pour foutre la pagaye dans l'usine?...

— Pardon, je fais mon travail et vous n'avez pas de reproches à me faire!

— Oui. Eh bien! je connais ici tous les syndiqués, et vous, je commence par vous licencier.

— Bon...

Le garde, qui n'a pas assisté à l'entretien, me reprend à la porte.

— On le conduit à l'atelier? demande-t-il.

— Non, non, à la caisse tout de suite, pas à l'atelier.

Et le plus sympathique des gardes me conduit à la caisse où des ordres avaient été donnés pour préparer mon compte et me montrer la porte.

Voilà comment nos grands patrons comprennent le droit syndical.

MAHOUY.

Exclu de mon syndicat

J'appartenais, jusqu'à mon exclusion, au Syndicat communiste, dit « Unitaire » de l'Enseignement du Rhône. J'y adhérais depuis 1910, sans autre interruption que celle de mes sept ans de service militaire et de guerre.

En 1925, le Congrès de la C. G. T. U. vota la rééligibilité à la grande stupeur du vulgaire troupeau, et sans que cette mesure si importante ait été soumise aux Syndicats trois mois à l'avance ainsi que le voulaient les statuts

En septembre 1925, un rapport publié dans l'*Humanité* déplorait que les communistes délégués par leurs Syndicats au Congrès fédéral n'aient, par crainte de leurs mandants, pas tous voté la rééligibilité ainsi qu'ils en avaient reçu l'ordre du parti.

Je soumis ces paroles inadmissibles aux communistes de mon Syndicat, qui avaient alors — et ont encore — les postes directeurs de l'organisation. J'avais pour eux une sympathie ardente et une entière confiance. Je ne demandais qu'à être rassuré : ils me rassurèrent.

Mais voilà qu'à l'assemblée générale de juillet 1926 de mon Syndicat, ils demandent la rééligibilité des fonctions syndicales pour parer à l'insuffisance éventuelle des volontaires. Je dénonce d'emblée la manœuvre communiste, sans acrimonie mais avec fermeté. Il me fut répondu avec une violence inouïe. Et la rééligibilité fut votée pour parer à une insuffisance éventuelle de volontaires, tandis que je faisais figure de fâcheux en inaugurant les premières querelles de tendances.

La rééligibilité ainsi votée, grâce à des arguments dont j'étais bien sûr qu'ils étaient à côté de la vérité, fut un coup très dur pour la confiance à peu près aveugle que j'avais pour les communistes. Je rédigeai alors une motion à soumettre à l'assemblée générale de novembre 1926, où, en termes que je m'appliquais à rendre irréprochables du point de vue de la camaraderie, je demandais que la rééligibilité, votée en violation évidente des statuts puisqu'elle n'avait pas été soumise trois mois à l'avance aux Syndicats, fût de nouveau remise en discussion au prochain Congrès confédéral.

Le bureau communiste de mon Syndicat posa la question de confiance contre une telle motion — pourquoi?... pourquoi?... pourquoi?... — et la fit repousser.

Puisque, sur une question si primordiale que le Bureau confédéral n'avait pas craint de violer sciemment les statuts dont il avait la garde pour la résoudre à son gré, puisque, sur cette question, je n'avais pas pu avoir satisfaction par la voie amicale de la camaraderie, il ne me restait que la rupture ouverte.

J'ai donc rompu.

Je commençai par envoyer à la rédaction du bulletin de mon Syndicat, à celle de *l'Ecole Emancipée*, et au bureau de la Fédération pour le bulletin de la Fédération, un article où je disais la forfaiture communiste, l'impossibilité d'en avoir raison et l'intérêt urgent de revenir au respect des statuts.

L'article était vif ; d'aucuns dirent injurieux ; il ne relatait pourtant que des faits. La rédaction de l'*Ecole Emancipée* ne me répondit pas. Le Bureau fédéral ne me répondit pas.

Le bureau de mon Syndicat fit feu des quatre fers. Il convoqua une assemblée générale (3 mars 1927) avec, comme ordre du jour unique, mes injures contre le Syndicat. Le Conseil syndical consentit à reconnaître, contre toute évidence, que je l'injuriais aussi. Et mon article fut écarté à une écrasante majorité. Le bulletin de mon Syndicat m'était donc fermé.

Antérieurement, le Congrès fédéral avait décidé, contre toute espèce de justice, que les adresses des syndiqués seraient refusées aux minoritaires, qui les demandaient pour envoyer des publications.

Il m'était donc impossible, par ces deux votes, de me faire entendre de l'intérieur des organisations syndicales auxquelles j'appartenais.

Je m'adressai à l'*Action Syndicaliste*, organe de la minorité de la Fédération de l'Enseignement, et j'adhérai à la minorité.

L'Action Syndicaliste publia mon article. Le *Bulletin Corporatif*, organe des Instituteurs autonomes du Rhône, reproduisait, depuis toujours, *l'Action Syndicaliste* en entier (8 pages). Mon article y passa avec les autres, au même titre que les autres, en mai 1927, et les syndiqués unitaires du Rhône purent donc y lire ce que je n'avais jamais pu faire paraître dans les feuilles unitaires.

Les communistes étaient joués.

Un deuxième article parut en juin 1927, au *Bulletin Corporatif*. Un troisième parut dans *l'Action Syndicaliste* de juillet 1927, toujours sur la même question. Les communistes firent alors adopter par l'assemblée générale de juillet 1927 une résolution interdisant rigoureusement à tout syndiqué d'écrire dans un journal adverse sans l'autorisation du Conseil syndical (30 voix pour, 6 voix contre, 2 abstentions, chiffres non officiels mais exacts). Le « tout syndiqué » était moi ; le journal adverse était le *Bulletin Corporatif ;* le secrétaire du Syndicat l'a reconnu à l'assemblée générale qui m'a exclu.

J'écrivis alors à *l'Action Syndicaliste* une *Lettre ouverte à Galet*. Elle y parut dans le numéro d'octobre 1927, et fut publiée par le *Bulletin Corporatif* de novembre 1927, par la voie habituelle. Un article d'Isabelle Moulin, paru dans *La Vie Ouvrière* du 9 décembre 1927, déclarait, d'ailleurs, qu'on n'avait jamais songé à m'interdire *l'Action Syndicaliste.*

Le Conseil syndical du Syndicat Unitaire de l'Enseignement du Rhône décida alors de demander mon exclusion du Syndicat pour ces faits.

Elle fut votée par 24 voix contre 13, et 6 abstentions, à l'assemblée générale du 9 février 1928.

La résolution d'exclusion dit à peu près ceci :

« Considérant que Bordes, en ne se conformant pas à « l'interdiction rigoureuse qui lui était faite par l'assemblée « générale, s'est exclu lui-même, décide de le rayer de la « liste des syndiqués ».

Ce n'est pas la lettre, c'est certainement l'esprit.

Ainsi je demande que ceux qui voudraient être nos chefs en syndicalisme respectent les statuts dont ils ont la garde.

On refuse d'adopter ma requête et de la transmettre au Bureau confédéral.

Je m'obstine. On veut me faire taire.

Je trouve tout de même le moyen de me faire entendre.

On me chasse.

Henri BORDES.

UNE SOTTISE

Dans son discours au dernier Congrès de la C. G. T. U., récemment publié en brochure, Monmousseau déclarait (page 4 de la brochure):

« LE FOND DE NOS DIVERGENCES *repose sur l'appréciation à l'égard de la stabilisation du capitalisme. Nous ne sommes pas d'accord sur ce problème, ni avec la* Révolution Prolétarienne, *ni avec Jouhaux.* »

Examinant sa brochure, j'écrivais ici, le 1er février, que c'était bien là, en effet, le fond de nos divergences.

Qu'avais-je dit ! Monmousseau me réplique dans la *Vie Ouvrière* du 17 février :

« *C'est Monatte qui, au travers de quelques paquets de haine, sort, dans son organe,* CETTE SOTTISE, *comme étant à* LA BASE DE NOS DIVERGENCES *avec lui.* »

Le 17 février, Monmousseau ne se rappelle plus ce qu'il disait en septembre dernier et traite de sottise sa propre pensée d'alors.

Essayez donc de discuter avec un pareil prestidigateur !

P. M.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

SAMEDI 11 FÉVRIER. — Mort de Basly, le député socialiste du Pas-de-Calais.

— Intervention des troupes noires dans une grève : arrivée d'une compagnie de tirailleurs sénégalais à Rivesaltes, en raison de la grève des agricoles.

Bulgari. — Condamnation de Stefanof à huit ans de prison.

DIMANCHE 12. — Congrès constitutif de la Fédération autonome des Fonctionnaires.

LUNDI 13. — *Allemagne.* — La Fédération patronale de la Metallurgie décide de lock-outer 1.250.000 ouvriers le 22 février.

Tchécoslovaquie. — Grève de 40.000 mineurs dans le bassin de Brux.

MERCREDI 15. — Expulsion d'un délégué de la IIIe Internationale, Elias Schickler.

Danemark. — Conférence à Copenhague entre délégués des syndicats russes, norvégiens et finlandais.

Angleterre. — Mort du leader libéral Alquith.

SAMEDI 18. — Herriot établit un statut du cinéma.

— Le Conseil national de la Fédération postale confédérée repousse une proposition d'unité des Agents.

— Congrès unitaire des pêcheurs de la Méditerranée, à Marseille.

Allemagne. — La sentence de la Commission d'arbitrage, dans le conflit des métallurgistes, n'accorde qu'une augmentation de salaire de 5 pfennigs à l'heure.

Serbie. — Rada Vouyovitch est condamné à neuf mois de prison.

LUNDI 20. — Le projet russe de désarmement est déposé à la Société des Nations.

MARDI 21. — Le préfet des Pyrénées-Orientales décrète l'état de siège dans le département en raison de la grève de Rivesaltes.

— Mort de Cognacq, le patron de la Samaritaine, et d'Yves Guyot.

Allemagne. — Le ministre du travail rend obligatoire la sentence arbitrale relative au conflit métallurgique.

Italie. — Le communiste Sozzi a été étranglé dans la prison de Pérouse.

MERCREDI 22. — Grève de solidarité de 24 heures aux chantiers de Penhoet.

JEUDI 23. — *Allemagne.* — Le syndicat des ouvriers métallurgistes de l'Allemagne centrale décide la reprise du travail.

Suède. — L'Union patronale décide d'étendre le lock-out aux ouvriers des fabriques de papier.

Japon. — Le Gouvernement est battu aux élections.

VENDREDI 24. — Le Comité confédéral unitaire discute de la rationalisation.

— Mort, à Cannes, de Landler, ancien commissaire du peuple de Hongrie.

SAMEDI 25. — La C. G. T. dénonce une manœuvre de la Commission d'agriculture de la Chambre contre les assurances sociales.

Nouvelles de Russie

Les nouvelles provenant de source sérieuse sont toujours rares. Tandis que l'*Humanité* de Cachin et de Vaillant-Couturier raconte (13 février) « comment Trotsky est arrivé en exil » et que le *Matin*, informé à la même source Tass, annonce que Trotsky « voyage en grand seigneur », *Contre le Courant* du 11 février a publié les informations suivantes sur les déportés :

Smilga et Serebriakov sont envoyés à Semi-Palatinsk, I. N. Smirnov à Kisil-Orda, Sapronov dans la province d'Arkhangel (Onega), Vl. Smirnov dans l'Oural, Voronsky à Viatka, Vouyovitch à Arkhangel, Sosnovsky, Rafail, Eitchenko en Sibérie, Maliouta, Eltsine, V. Valentinov, Gui Varkiane, Ter-Vaganiane, Beloborodov sont expédiés vers des régions lointaines mais leur résidence définitive n'est pas encore connue ; L. G. Gunsburg est arrêté.

Le 20 janvier, à Moscou, quarante-sept autres oppositionnels sont arrêtés ; comme on a découvert par ailleurs une organisation contre-révolutionnaire de dix-huit personnes, il y a tout lieu de penser, conformément au précédent de « l'officier de Wrangel » et à la pratique stalinienne, que l'on cherchera à établir un lien entre cette organisation contre-révolutionnaire et les camarades arrêtés. Ceux-ci partagent les chambrées des détenus de droit commun, les femmes sont mises avec les prostituées. Ni visites, ni colis, ni lettres, mais l'incessant tourment d'interrogatoires nocturnes. Pour le Guépéou, on le leur a déclaré, ils sont de simples criminels de droit commun. Et les mêmes persécutions s'exercent en province.

Ceux des oppositionnels qui ne sont ni déportés ni jetés en prison, sont privés de leur travail depuis leur exclusion du Parti. Staline veut les réduire par la famine ; la misère de nos camarades s'accroît chaque jour.

Quelques détails sur la déportation de Trotsky : Tout d'abord Astrakan avait été choisi comme lieu de sa déportation. Puis, Astrakan fut remplacé par Vierny, petite ville du Sud-Est du Turkestan, située à 4.000 km. de Moscou, et à plus de 1.000 km. de la plus proche station de chemin de fer. Le 16 janvier, date fixée pour le départ, une foule ouvrière de plusieurs milliers de personnes emplissait la gare. Malgré toutes les tentatives faites pour la disperser, la foule s'obstinait, réclamant Trotsky. Le train siffle. Alors, spontanément, pour l'empêcher de partir, de nombreux ouvriers se couchent sur les rails. Faux départs. Ce fut seulement après avoir perquisitionné les wagons et constaté que Trotsky ne se trouvait pas là, que les ouvriers consentirent à quitter la gare. Ils se portèrent à son domicile. Le Guépéou les avait devancés : il arrêta les 30 à 40 premiers qui se présentèrent. Le départ fut officiellement remis au 18.

Le 17, les agents du Guépéou se présentent chez Trotsky. Il faut partir sur le champ ! Trotsky refuse, il n'est pas prêt, son départ ayant été fixé au lendemain. Qu'importe au Guépéou. Après un bref colloque, Léon Davidovitch est habillé de force, on le porte dans une automobile qui attend. Sa femme, ayant voulu parler au téléphone, est brutalement arrachée de l'appareil, son jeune fils est frappé à plusieurs reprises ; tous deux s'attachent à ses pas. Ils sont emmenés dans l'automobile qui file de toute sa vitesse, jusqu'à la gare de Faoustovo. Ainsi, en grand secret, Trotsky est expédié à Vierny sous bonne escorte.

* * *

La rationalisation et le Conseil économique

Un marché se prépare entre les organisations patronales et la C. G. T. Elle accepterait la rationalisation en échange de contrats collectifs et d'un ersatz de contrôle ouvrier. Sur ces tractations, le *Peuple* n'est guère bavard ; mais Poincaré en a parlé à la Chambre le 3 février. Reproduisons ses déclarations :

Depuis quelques mois, exactement depuis le mois d'août, les indices de la production n'ont pas cessé de se relever, mais dans des proportions encore trop faibles. La stabilité de fait conservée à la monnaie a à peu près rétabli la marche des exportations. Notre balance commerciale, comme je l'ai montré ce matin, reste favorable. Le plus sûr moyen maintenant d'augmenter la richesse du pays, c'est de redoubler d'énergie et de persévérance dans le travail, et, pour que le travail soit fécond, il faut qu'il s'exerce dans la paix publique.

C'est dans cette conviction que je me suis entretenu, il y a quelques mois, avec le bureau du conseil national économique de quelques-unes des questions qui avaient été examinées à la conférence économique internationale de Genève. Le bureau du conseil national m'avait proposé de retenir comme premier sujet d'études le problème de la rationalisation, et j'avais donné mon plein assentiment à cette intention. Au mois de novembre dernier, la commission permanente s'est réunie pour se livrer à un premier échange de vues, au cours duquel certains représentants d'industries ont exprimé d'importantes réserves. Il leur apparaissait, disaient-ils, que la question ainsi posée ou bien touchait à des sujets d'ordre technique qu'il appartenait aux chefs d'industries de résoudre, ou bien se compliquait de difficultés politiques et sociales ; ils craignaient qu'un débat n'aboutit à des conclusions vagues et stériles.

Les représentants des ouvriers, ceux de la Confédération générale du travail ont au contraire insisté pour que le

conseil national économique se saisît le plus tôt possible de l'ensemble du problème dont ils proclamaient l'urgence.

En présence de ces dissentiments, il fut convenu que les membres de la commission permanente consulteraient leurs organisations respectives et prendraient le temps de réfléchir.

Il est quelquefois bon de réfléchir ; je l'ai montré déjà tout à l'heure à M. Moutet. Ici ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont pris l'initiative de ce temps de réflexion.

Une nouvelle réunion s'est tenue le mercredi 11 janvier. Dans l'intervalle avaient eu lieu des conversations renouvelées — car réfléchir ne veut pas dire dormir — et aussi des délibérations approfondies dans les groupements professionnels et à la Confédération générale du travail.

Dans la séance du 11 janvier, presque tous les membres de la commission permanente étaient présents : Confédération générale de la production, Confédération générale du travail, Confédération nationale des coopératives, Confédération des travailleurs intellectuels, Confédération nationale des agriculteurs et chez tous s'est manifestée une ferme volonté de loyale coopération entre les patrons et les ouvriers.

Il a été entendu qu'on allait procéder immédiatement à une vaste enquête sur les différentes industries en vue de bien déterminer les voies où elles devaient s'engager pour améliorer leur production.

Il a été reconnu, en même temps par les patrons comme par les ouvriers, que les conventions collectives de travail étaient un des instruments les plus sûrs pour régler et pour concentrer les différents facteurs de la production. Et on a décidé de rechercher les moyens de généraliser, dans l'avenir, ces conventions. C'est donc, en réalité, tout le problème des rapports entre les employeurs et les salariés qui a été abordé d'un commun accord entre les parties intéressées. Ce n'est là, certes, qu'un commencement et je ne me dissimule pas que l'œuvre n'ira pas sans certaines difficultés.

***

La nouvelle route de l'unité syndicale

Monmousseau prétend que nous avons dénaturé sa pensée et qu'il n'a point dit adieu à l'unité syndicale. Pour permettre à chacun d'en juger nous reproduisons l'essentiel de son article de la *Vie Ouvrière* du 3 février.

Sa découverte de « l'événement syndical important qui s'est accompli depuis six mois et dont nous devons tirer les leçons » apparaîtra défraîchie à tous ceux qui pensent que Jouhaux et la C. G. T. suivent depuis août 1914 la même politique, d'union sacrée pendant la guerre, d'intérêt général depuis. Ce n'est pas il y a six mois que l'événement syndical important s'est produit, mais il y a quatorze ans. Tout découle de là. Ce n'était pas à nos yeux une raison de vouloir la scission, alors. Ce n'est pas une raison, aujourd'hui, de désespérer de l'unité et de ne plus la concevoir comme la fusion des deux C. G. T.

La nouvelle, « la véritable route de l'unité syndicale » que préconise Monmousseau n'est pas une découverte non plus. C'est l'erreur que nous dénonçons dans l'une et l'autre C. G. T. quand chacune d'elles pense que c'est autour d'elle que se rassembleront les travailleurs, que l'une grignotera, puis dévorera l'autre. Cet état d'esprit, loin de préparer une unité quelconque, en est le plus gros obstacle.

La victoire des cheminots unitaires au Conseil Supérieur des Chemins de fer explique la conception défendue maintenant par Monmousseau ; elle n'a pas à nos yeux assez de force pour la légitimer.

L'orientation des dirigeants réformistes ne peut laisser aux ouvriers aucune espérance possible quant au redressement des organisations centrales confédérées vers la lutte contre la bourgeoisie ; elle ne peut non plus leur laisser aucune espérance, quant à un revirement d'opinion de Léon Jouhaux et Cie, vers le front unique de classe et l'unité : c'est pour faire l'unité organique avec la bourgeoisie qu'ils ont brisé l'unité syndicale. Cette unité organique étant un fait accompli, l'unité syndicale, pour les collaborateurs de MM. Poincaré, Tardieu, Richemond, de Peyerimoff et consorts, appartient désormais au passé.

Si l'attitude présente de l'état-major réformiste ne peut surprendre aucun militant averti sur le rôle de la social-démocratie, la démonstration de cette attitude de trahison est plus ou moins longue à pénétrer les masses ouvrières.

Tant que la C. G. T. put masquer son orientation véritable, par un semblant d'indépendance et par des phrases démagogiques, elle a continué à exercer un certain rayonnement au sein des masses arriérées.

Mais, aujourd'hui, le masque est tombé et les phrases démagogiques ne suffisent plus à voiler aux ouvriers les perspectives de lutte que le grand patronat organise contre leurs revendications, contre les salaires, la journée de huit heures, les conditions de travail déjà déprimantes et contre le droit d'opinion et le droit syndical.

La C. G. T., au centre de l'union nationale, entourée par Coty, Paul Reynaud, de Kérilis, par Caillaux, Daladier, Renaudel, Paul-Boncour et Blum, se disputant le patronage de son programme, ne se distingue aucunement des organisations syndicales créées, en sous main, par le patronat pour faire échec aux syndicats ouvriers de lutte de classes.

Il n'existe plus officiellement aucune différence de nuance et de tactique entre la C. G. T. de Léon Jouhaux et la Confédération Nationale du Travail.

C'est l'événement syndical important qui s'est accompli depuis six mois et dont nous devons tirer les leçons.

Jusqu'au Congrès de Bullier, nous avions traité le problème de l'unité syndicale par rapport à l'existence des deux C. G. T.

Cette étape, correspondant à l'illusion des ouvriers sur le caractère prolétarien de la centrale réformiste — illusion due à son passé d'avant-guerre — est aujourd'hui terminée.

Un grand travail de clarification va se poursuivre au sein des masses ouvrières sur le véritable rôle des dirigeants réformistes, devenus ouvertement collaborateurs de la bourgeoisie contre les intérêts prolétariens.

Le vote des cheminots au Conseil Supérieur des Chemins de fer est une indication du mouvement de radicalisation dans les masses ; il indique que la partie du prolétariat la plus lente à se mouvoir a déjà discerné la différence de position des diverses organisations syndicales dans la question des revendications et du droit syndical. Ce vote démontre clairement que la grosse majorité des cheminots voit, dans la C. G. T. U., le seul interprète de ses intérêts de classe, et qu'elle ne fait aucune différence entre la Fédération réformiste et les organisations professionnelles ou catholiques.

La C. G. T. U., comme organisation indépendante, en défendant réellement les intérêts de classe des travailleurs, se trouve seule en face de plusieurs organisations situées sur une même plateforme de collaboration avec la bourgeoisie.

La question essentielle consiste à rechercher le contact avec les ouvriers partout où ils se trouvent et non pas seulement au sein des syndicats réformistes.

Nous ne pouvons plus traiter la question de l'unité syndicale comme un problème de fusion générale des organisations unitaires et confédérées à tous les échelons, mais comme un problème d'organisation permanente des ouvriers de toutes tendances au sein de l'usine pour lutter quotidiennement contre le patronat.

A la lueur des faits, la résolution du Congrès de Bordeaux prend toute sa signification : *la route principale de l'unité syndicale est celle du front unique.*

La force motrice du mouvement d'unité réside dans le développement d'un réseau de comités mixtes et dans leur activité sur le plan de la lutte pour les revendications immédiates.

Tout militant doit comprendre que l'heure de l'unité sentimentale est dépassée, qu'une critique implacable de la conduite des dirigeants réformistes est nécessaire pour orienter les ouvriers vers la route du front unique de classe et vers la véritable route de l'unité syndicale.

Le gérant : V. GODONNÈCHE



IMPRIMERIE « ARTIS »
200, Quai de Jemmapes, Paris 10e

Histoire et Éducation Prolétarienne